



BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 120\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 1200\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 600\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância recisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto n.º 74/92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial n.º 26/92, de 30 de Junho

ASSINATURAS

Para o país:	Ano		Semestre		
	Ano	Semestre	Ano	Semestre	
I Série	1 800\$00	1 200\$00	I Série	2 400\$00	1 800\$00
II Série	1 000\$00	600\$00	II Série	1 600\$00	1 200\$00
I e II Séries	2 500\$00	1 500\$00	I e II Séries	3 100\$00	2 100\$00
AVULSO por cada página ..	4\$00				

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

3.º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

Aprovada em 4 de Outubro de 1994 .

ASSEMBLEIA NACIONAL:

Publique-se .

Resolução n.º 74/IV/94:

O Presidente da Assembleia Nacional, *Amílcar Fernandes Spencer Lopes*.

Aprovando a adesão à Convenção de Basileia sobre o controle de Movimentos Transfronteiriços.

MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO ECONÓMICA E MINISTÉRIO DAS PESCAS, AGRICULTURA E ANIMAÇÃO RURAL:

CONVENTION DE BALE SUR LE CONTROLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES DE DECHETS DANGEREUX ET DE LEUR ELIMINATION

PREAMBULE

Despacho:

Prorrogando o prazo de liquidação da Empresa Caboverdiana de Pesca - PESCAVE, E.P.

Conscientes des dommages que les déchets dangereux et d'autres déchets ainsi que les mouvements transfrontières de ces déchets risquent de causer à la santé humaine et à l'environnement,

ASSEMBLEIA NACIONAL

Ayant présente à l'esprit la menace croissante que représentent pour la santé humaine et l'environnement la complexité grandissante et le développement de la production de déchets dangereux et d'autres déchets et leurs mouvements transfrontières,

Resolução n.º 74/IV/94

de 21 de Outubro

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea f) do n.º 3 do artigo 191.º da Constituição da República, a seguinte Resolução:

Ayant également présent à l'esprit le fait que la manière la plus efficace de protéger la santé humaine et l'environnement des dangers que représentent ces déchets consiste à réduire leur production au minimum du point de vue de la quantité et/ou du danger potentiel,

Artigo Único

É aprovada para adesão a Convenção de Basileia sobre o controle de Movimentos Transfronteiriços de Resíduos Perigosos e sua eliminação, de 22 de Março de 1994, cujo texto original em francês e a respectiva tradução para o português se publica em anexo.

Convaincues que les Etats devraient prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris leurs mouvements transfrontières et leur élimination, soit compatible avec la protection de la santé humaine et de l'environnement, quel que soit de lieu où ces déchets sont éliminés,

Notant que les Etats devraient veiller à ce que le producteur s'acquitte des obligations ayant trait au transport et à l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets d'une manière qui sont compatibles avec la protection de l'environnement, quel que soit le lieu où ils sont éliminés,

Reconnaissant pleinement que tout Etat possède le droit souverain d'interdire l'entrée ou l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets d'origine étrangère sur son territoire,

Reconnaissant également le sentiment croissant favorable à l'interdiction des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination dans d'autres Etats, en particulier dans les pays en développement.

Convaincues que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient, dans toute la mesure où cela est compatible avec une gestion écologiquement rationnelle et efficace, être éliminés dans l'Etat où ils ont été produits,

Conscientes également que les mouvements transfrontières de ces déchets de l'Etat de leur production vers tout autre Etat ne devraient être autorisés que lorsqu'ils sont réalisés dans des conditions ne présentant aucun danger pour la santé humaine et l'environnement et conformes aux dispositions de la présente Convention,

Considérant que le contrôle accru des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets encouragera une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets et une réduction du volume des mouvements transfrontières correspondants,

Convaincues que les Etats devraient prendre des mesures pour assurer un échange approprié d'informations et un contrôle effectif des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets en provenance et à destination des ces Etats,

Notant qu'un certain nombre d'accords internationaux et régionaux ont porté sur la question de la protection et de la préservation de l'environnement lorsqu'il y a transit de marchandises dangereuses.

Tenant compte de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972), des Lignes directrices et principes du Caire concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, adoptés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) par sa décision 14/30 du 17 juin 1987, des recommandations du Comité d'experts des Nations Unies en matière de transport des marchandises dangereuses (formulées en 1957 et mises à jour tous les deux ans), des recommandations, déclarations, instruments et règlements pertinents adoptés dans le cadre du système des Nations Unies ainsi que des travaux et études effectués par d'autres organisations internationales et régionales,

Conscientes de l'esprit, des principes, des buts et des fonctions de la Charte mondiale de la nature adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-septième session (1982) en tant que règle d'éthique concernant la protection de l'environnement humain et la conservation des ressources naturelles,

Affirmant que les Etats sont tenus de s'acquitter de leurs obligations internationales concernant la protection de la santé humaine ainsi que la protection et la sauvegarde de l'environnement et sont responsables à cet égard conformément au droit international,

Reconnaissant que, dans le cas d'une violation sub-

stantielle des dispositions de la présente Convention ou de tout protocole y relatif, les dispositions pertinentes du droit international des traités s'appliqueront,

Conscientes que la nécessité de continuer à mettre au point et à appliquer des techniques peu polluantes et écologiquement rationnelles, des mesures de recyclage et des systèmes appropriés de maintenance et de gestion en vue de réduire au minimum la production de déchets dangereux et d'autres déchets,

Conscientes également du fait que la communauté internationale est de plus en plus préoccupée par la nécessité de contrôler rigoureusement les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets et par la nécessité de réduire dans la mesure du possible ces mouvements au minimum,

Préoccupées par le problème du trafic transfrontière illicite de déchets dangereux, et d'autres déchets,

Tenant compte aussi de ce que les pays en développement n'ont que des capacités limitées de gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,

Reconnaissant qu'il est nécessaire de promouvoir le transfert, surtout vers les pays en développement, de techniques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets dangereux et d'autres produits localement, dans l'esprit des Lignes directrices du Caire et de la décision 14/16 du Conseil d'administration du PNUE sur la promotion du transfert des techniques de protection de l'environnement,

Reconnaissant également que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient être transportés conformément aux conventions et recommandations internationales pertinentes,

Convaincues également que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne devraient être autorisés que si le transport et l'élimination final de ces déchets sont écologiquement rationnels,

Déterminées à protéger par un contrôle strict la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui peuvent résulter de la production et de la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,

Sont convenues de ce qui suit:

Article Premier

Champ d'application de la Convention

1. Les déchets ci-après, qui font l'objet de mouvements transfrontières, seront considérés comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention:

- a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I, à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III; et
- b) Les déchets auxquels les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliquent pas, mais qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de la Partie d'exportation, d'importation ou de transit.

2. Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe II et font l'objet de mouvements transfrontières seront considérés comme «d'autres déchets» aux fins de la présente Convention.

3. Les déchets qui, en raison de leur radioactivité, sont soumis à d'autres systèmes de contrôle internationaux, y compris des instruments internationaux, s'appliquant spécifiquement aux matières radioactives

sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

4. Les déchets provenant de l'exploration normale d'un navire et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention:

1. On entend par «déchets» des substances ou objets qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national;

2. On entend par «gestion» in collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets, y compris la surveillance des sites d'élimination;

3. On entend par «mouvement transfrontière» tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une zone relevant de la compétence nationale d'un Etat et à destination d'une zone relevant de la compétence nationale d'un autre Etat, ou en transit par cette zone, ou d'une zone ne relevant de la compétence nationale d'aucun Etat, ou en transit par cette zone, pour autant que deux Etats au moins soient concernés par le mouvement;

4. On entend par «Élimination» toute opération prévue à l'annexe IV de la présente Convention;

5. On entend par «site ou installation agréé» un site ou une installation où l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets a lieu en vertu d'une autorisation ou d'un permis d'exploration délivré par une autorité compétente de l'Etat où le site ou l'installation se trouve;

6. On entend par «autorité compétente» l'autorité gouvernementale désignée par une Partie pour recevoir, dans la zone géographique que la Partie peut déterminer, la notification d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ainsi au sujet de cette notification comme le prévoit l'article 6;

7. On entend par «correspondant» l'organisme d'une Partie mentionné à l'article 5 et chargé de recevoir et de communiquer les renseignements prévus aux articles 13 et 16;

8. On entend par «gestion écologiquement nationale des déchets dangereux ou d'autres déchets» toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets;

9. On entend par «zone relevant de la compétence nationale d'un Etat» toute zone terrestre, maritime ou aérienne à l'intérieur de laquelle un Etat exerce conformément au droit international des compétences administratives et réglementaires en matière de protection de la santé humaine ou de l'environnement;

10. On entend par «Etat d'exportation» toute Partie d'où est prévu le déclenchement ou où est déclenché un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets;

11. On entend par «Etat d'importation» toute Partie vers laquelle est prévu ou a lieu un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets

pour qu'ils y soient éliminés ou aux fins de chargement avant élimination dans une zone qui ne relève de la compétence nationale d'aucun Etat;

12. On entend par «Etat de transit» tout Etat, autre que l'Etat d'exportation ou d'importation, à travers lequel un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est prévu ou a lieu;

13. On entend par «Etats concernés» les Parties qui sont Etats d'exportation ou d'importation et les Etats de transit, qu'ils soient ou non Parties;

14. On entend par «personne» toute personne physique ou morale;

15. On entend par «exportateur» toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'exportation et qui procède à l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets;

16. On entend par «importateur» toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'importation et qui procède à l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets;

17. On entend par «transporteur» toute personne qui transporte des déchets dangereux ou d'autres déchets;

18. On entend par «producteur» toute personne dont l'activité produit des déchets dangereux ou d'autres déchets ou, si cette personne est inconnue, la personne qui est en possession des déchets est/ou qui les contrôle;

19. On entend par «éliminateur» toute personne à qui sont expédiés des déchets dangereux ou d'autres déchets et qui effectue l'élimination desdits déchets;

20. On entend par «organisation d'intégration politique ou économique» toute organisation constituée d'Etats souverains à laquelle les Etats membres ont donné compétence dans les domaines régis par la présente Convention et qui a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter, approuver ou confirmer formellement la Convention ou à y adhérer;

21. On entend par «trafic illicite» tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets tel précisé dans l'article 9.

Article 3

Définitions nationales des déchets dangereux

1. Chacune des Parties informe le secrétariat de la Convention, dans un délai de six mois après être devenue Partie à la Convention, des déchets, autres que ceux indiqués dans les annexes I et II qui sont considérés ou définis comme dangereux par sa législation nationale, ainsi que de toute autre disposition concernant les procédures en matière de mouvement transfrontière applicables à ces déchets;

2. Chacune des Parties informe par la suite le secrétariat de toute modification importante aux renseignements communiqués par elle en application du paragraphe 1;

3. Le secrétariat informe immédiatement toutes les Parties des renseignements qu'il a reçus en application des paragraphes 1 et 2;

4. Les Parties sont tenues de mettre à la disposition de leurs exportateurs les renseignements qui leur sont communiqués par le secrétariat en application du paragraphe 3.

Article 4

Obligations générales

1. a) Les Parties exerçant leur droit d'interdire l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination en informent les autres Parties conformément aux dispositions de l'article 13;
 - b) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets dans les Parties qui ont interdit l'importation de tels déchets, lorsque cette interdiction a été notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus;
 - c) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets si l'Etat d'importation ne donne pas par écrit son accord spécifique pour l'importation de ces déchets, dans le cas où cet Etat d'importation n'a pas interdit l'importation de ces déchets;
2. Chaque Partie prend les dispositions voulues pour:
- a) Veiller à ce que la production de déchets dangereux et d'autres déchets à l'intérieur du pays soit réduite au minimum, compte tenu des considérations sociales, techniques et économiques;
 - b) Assurer la mise en place d'installations adéquates d'élimination, qui devront, dans la mesure du possible, être situées à l'intérieur du pays, en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets en quelque lieu qu'ils soient éliminés;
 - c) Veiller à ce que les personnes qui s'occupent de la gestion des déchets dangereux ou d'autres déchets à l'intérieur du pays, prennent les mesures nécessaires pour prévenir la pollution résultant de cette gestion et, si une telle pollution se produit, pour en réduire au minimum les conséquences pour la santé humaine et l'environnement;
 - d) Veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets soient à un minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle desdits déchets et qu'ils s'effectuent de manière à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter;
 - e) Interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets à destination des Etats ou groupes d'Etats appartenant à des organisations d'intégration politique ou économique qui sont Parties, particulièrement les pays en développement, qui ont interdit par leur législation toute importation, ou si elle a des raisons de croire que les déchets en question n'y seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles telles que définies par les critères que retiendront les Parties à leur première réunion;
 - f) Exiger que les renseignements sur les mouvements transfrontières proposés de déchets dangereux et d'autres soient communiqués aux Etats concernés, conformément à l'annexe V-A, pour qu'ils puissent évaluer les conséquences pour la santé humaine et l'environnement des mouvements envisagés;
- g) Empêcher les importations de déchets dangereux et d'autres déchets si elle a des raisons de croire que les déchets en question ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles;
- h) Coopérer avec les autres Parties et les autres organisations intéressées, directement et par l'intermédiaire du secrétariat, à des activités portant notamment sur la diffusion de renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, afin d'empêcher le trafic illicite;
3. Les Parties considèrent que le trafic illicite de déchets dangereux ou d'autres déchets constitue une infraction pénale.
4. Chaque Partie prend les mesures juridiques, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en oeuvre et faire respecter les dispositions de la présente Convention, y compris les mesures voulues pour prévenir et réprimer tout comportement en contravention de la Convention.
5. Les Parties n'autorisent pas les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets vers un Etat non Partie ou l'importation de tels déchets en provenance d'un Etat non Partie.
6. Les Parties conviennent d'interdire l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination dans la zone située au sud du soixantième parallèle de l'hémisphère Sud, que ces déchets fassent ou non l'objet d'un mouvement transfrontière.
7. En outre, chaque Partie:
- a) Interdit à toute personne relevant de sa compétence nationale de transporter ou d'éliminer des déchets dangereux ou d'autres déchets, à moins que la personne en question ne soit autorisée ou habilitée à procéder à ce type d'opération;
 - b) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets qui doivent faire l'objet d'un mouvement transfrontière soient emballés, étiquetés et transportés conformément aux règles et normes internationales généralement acceptées et reconnues en matière d'emballage, d'étiquetage et de transport, et qu'il soit dûment tenu compte des pratiques internationalement admises en la matière;
 - c) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets soient accompagnés d'un document de mouvement depuis le lieu d'origine du mouvement jusqu'au lieu d'élimination.
8. Chaque Partie exige que les déchets dangereux ou d'autres déchets dont l'exportation est prévue soient gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'importation ou ailleurs. A leur première réunion, les Parties arrêteront des directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets entrant dans le cadre de la présente Convention.
9. Les parties prennent les mesures requises pour que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne soient autorisés que:

- a) Si l'Etat d'exportation ne dispose pas des moyens technique et des installations nécessaires ou des sites d'élimination voulus pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces; ou
- b) Si les déchets en question constituent une matière brute nécessaire pour les industries de recyclage ou de récupération de l'Etat d'importation; ou
- c) Si le mouvement transfrontière en question est conforme à d'autres critères qui seront fixés par les Parties pour autant que ceux-ci ne soient pas en contradiction avec les objectifs de la présente Convention.

10. L'obligation, aux termes de la présente Convention, des Etats producteurs de déchets dangereux et d'autres déchets d'exiger que les déchets soient traités selon des méthodes écologiquement rationnelles ne peut en aucun cas être transférée à l'Etat d'importation ou de transit.

11. Rien dans la présente Convention n'empêche une Partie d'imposer, pour mieux protéger la santé humaine et l'environnement, des conditions supplémentaires qui soient compatibles avec les dispositions de la présente Convention et conformes aux règles du droit international.

12. Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte de quelque façon que ce soit à la souveraineté des Etats sur leurs eaux territoriales établie conformément au droit international, ni aux droits souverains et à la juridiction qu'exercent les Etats dans leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental conformément au droit international, ni à l'exercice par les navires et les aéronefs de tous Etats des droits et de la liberté de navigation tels qu'ils sont régis par le droit international et qu'ils ressortent des instruments internationaux pertinents.

13. Les Parties s'engagent à examiner périodiquement les possibilités de réduire le volume et/ou le potentiel de pollution des déchets dangereux et d'autres déchets qui sont exportés vers d'autres Etats, en particulier vers les pays en développement.

Article 5

Désignation des autorités compétentes et du correspondant

Pour faciliter l'application de la présente Convention, les Parties:

1. Désignent ou créent une ou plusieurs autorités compétentes et un correspondant. Une autorité compétente est désignée pour recevoir les notifications dans les cas d'un Etats de transit.

2. Informent le Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard, des organes qu'elles ont désignés comme correspondant et autorités compétentes.

3. Informent le Secrétariat de toute modification apportée aux désignations qu'elles ont faites en application du paragraphe 2 ci-dessus, dans un délai d'un mois à compter de la date où la modification a été décidée.

Article 6

Mouvements transfrontières entre Parties

1. L'Etat d'exportation informe par écrit, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de l'Etat d'exportation, l'autorité compétente des Etats concernés de tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé, ou exige du producteur ou de l'exportateur qu'il le fasse. Ces notifications doivent contenir les déclarations et renseignements spécifiés à l'annexe V-A, rédigés dans une langue acceptable pour l'Etat d'importation. Une seule notification est envoyée à chacun des Etats concernés.

2. L'Etat d'importation accuse par écrit réception de la notification à celui qui l'a donnée en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. Une copie de la réponse définitive de l'Etat d'importation est envoyée aux autorités compétentes des Etats concernés qui sont Parties.

3. L'Etat d'exportation n'autorise pas le producteur ou l'exportateur à déclencher le mouvement transfrontière avant d'avoir reçu confirmation écrite que:

- a) L'auteur de la notification a reçu de consentement écrit de l'Etat d'importation; et que
- b) L'auteur de la notification a reçu de l'Etat d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets considérés.

4. Chaque Etat de transit qui est Partie accuse sans délai réception de la notification à celui qui l'a donnée. Il peut ultérieurement prendre position par réponse écrite à l'auteur de la notification dans un délai de 60 jours en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. L'Etat d'exportation n'autorise pas le déclenchement du mouvement transfrontière avant d'avoir reçu le consentement écrit de l'Etat de transit. Cependant, si, à quelque moment que ce soit, une Partie décide de ne pas demander un accord préalable écrit, en général ou dans des conditions particulières, pour ce qui concerne des mouvements transfrontières de transit de déchets dangereux ou d'autres déchets, ou si elle modifie ses exigences à cet égard, elle informe immédiatement les autres Parties de sa décision conformément aux dispositions de l'article 13. Dans ce dernier cas, si l'Etat d'exportation ne reçoit aucune réponse dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la notification donnée par l'Etat de transit, l'Etat d'exportation peut permettre que cette exportation se fasse à travers l'Etat de transit.

5. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ces déchets ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que:

- a) Par l'Etat d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 du présent article qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation s'appliqueront *mutatis mutandis* à l'exportateur et à l'Etat d'exportation, respectivement;
- b) Par l'Etat d'importation ou par les Etats d'importation et de transit qui sont Parties, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 du présent article s'appliqueront *mutatis mutandis* à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation, respectivement;

c) Pour tout Etat de transit qui est Partie, les dispositions du paragraphe 4 s'appliqueront audit Etat.

6. L'Etat d'exportation peut, sous réserve du consentement écrit des Etats concernés, autoriser le producteur ou l'exportateur à utiliser une procédure de notification générale lorsque des déchets dangereux ou d'autres déchets ayant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques sont régulièrement expédiés au même éliminateur par le même poste douanier de sortie de l'Etat d'exportation, le même poste douanier d'entrée du pays d'importation et, en cas de transit, par les mêmes postes douaniers d'entrée et de sortie du ou des Etat de transit.

7. Les Etats concernés peuvent subordonner leur consentement écrit à l'emploi de la procédure de notification générale visée au paragraphe 6 pour la communication de certains renseignements, tels que la quantité exacte des déchets dangereux ou d'autres déchets, à expédier, à expédier ou la liste périodique de ces déchets.

8. La notification générale et le consentement écrit visés aux paragraphes 6 et 7 peuvent sur des expéditions multiples de déchets dangereux ou d'autres déchets au cours d'une période maximum de 12 mois.

9. Les Parties exigent de toute personne prenant en charge un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets qu'elle signe le document de mouvement à la livraison ou à la réception des déchets en question. Elles exigent aussi de l'éliminateur qu'il informe l'exportateur et l'autorité compétente de l'Etat d'exportation de la réception des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement des opérations d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Si cette information n'est pas reçue par l'Etat d'exportation, l'autorité compétente de cet Etat ou l'exportateur en informe l'Etat d'importation.

10. La notification et la réponse exigées aux termes du présent article sont communiquées à l'autorité compétente des Parties concernée ou à l'organisme gouvernement compétent dans le cas des Etats non Parties.

11. Les Etats d'importation ou de transit qui sont Parties peuvent exiger comme condition d'entrée que tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets soit couvert par une assurance, un cautionnement ou d'autres garanties.

Article 7

Mouvements transfrontières en provenance d'une Partie à travers le territoire d'Etats qui ne sont pas Parties

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* aux mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une Partie à travers un ou plusieurs Etats qui ne sont pas Parties.

Article 8

Obligation de réimporter

Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets au quel les Etats concernés ont consenti, sous réserve des dispositions de la présente Convention, ne peut être mené à terme conformément aux clauses du contrat, l'Etat d'exportation veille, si d'autres dispositions ne peuvent être prises pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles dans un délai de 90 jours à

compter du moment où l'Etat concerné a informé l'Etat d'exportation et le secrétariat, ou tout autre période convenue par les Etats concernés, à ce que l'exportateur réintroduise ces déchets dans l'Etat d'exportation. A cette fin, l'Etat d'exportation et toute de transit ne s'opposent pas à la réintroduction de ces déchets dans l'Etat d'exportation, ne l'entravent ou ne l'empêchent.

Article 9

Trafic illicite

1. Aux fins de la présente Convention, est réputé constituer un trafic illicite tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets:

- a) Effectué sans qu'une notification ait été donné à tous les Etats concernés conformément aux dispositions de la présente Convention; ou
- b) Effectué sans le consentement que doit donner l'Etat intéressé conformément aux dispositions de la présente Convention; ou
- c) Effectué avec le consentement des Etats intéressés obtenu par falsification, fausse déclaration ou fraude; ou
- d) Qui n'est pas conforme matériellement aux documents; ou
- e) Qui entraîne une élimination délibérée (par exemple, déversement) de déchets, en violation des dispositions de la présente Convention et des principes généraux du droit international.

2. Au cas où un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur, l'Etat d'exportation veille à ce que les déchets dangereux en question soient:

- a) Repris par l'exportateur ou le producteur ou, s'il y a lieu, par lui-même sur son territoire ou, si cela est impossible;
- b) Éliminés d'une autre manière conformément aux dispositions de la présente Convention, dans un délai de 30 jours à compter du moment où l'Etat d'exportation a été informé du trafic illicite ou tout autre délai dont l'Etat concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées ne s'opposent pas retour de ces déchets dans l'Etat d'exportation ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.

3. Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite par suite du comportement de l'importateur ou de l'éliminateur, l'Etat d'importation veille à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés d'une manière écologiquement rationnelle par l'importateur ou l'éliminateur ou, s'il y a lieu par lui-même dans un délai de 30 jours à compter du moment où le trafic illicite ou tout autre délai dont les Etats concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées coopèrent, selon besoins, pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles.

4. Lorsque la responsabilité du trafic illicite ne peut être imputée ni à l'exportateur ou au producteur, ni à l'importateur ou à l'éliminateur, les Parties concernées ou d'autres Parties, le cas échéant, coopèrent pour veiller à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés le plus tôt possible selon des méthodes

écologiquement rationnelles dans l'Etat d'exportation, dans l'Etat d'importation ou ailleurs, s'il y lieu.

5. Chaque Partie adopte les lois nationales/ internes voulues pour interdire et réprimer sévèrement le trafic illicite. Les Parties coopèrent en vue de parvenir aux objectifs énoncés dans le présent article.

Article 10

Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent entre elles afin d'améliorer et d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets.

2. A cette fin, les Parties:

- a) Communiquent sur demande des renseignements, sur base bilatérale ou multilatérale, en vue d'encourager la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris par l'harmonisation des normes et pratiques techniques visant à une bonne gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;
- b) Coopèrent en vue de surveiller les effets de la gestion des déchets dangereux sur la santé humaine et l'environnement;
- c) Coopèrent, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, à la mise au point et à l'application de nouvelles techniques écologiquement rationnelles produisant peu de déchets et à l'amélioration des techniques existantes en vue d'éliminer dans la mesure du possible, la production de déchets dangereux et d'autres déchets et d'élaborer des méthodes plus efficaces pour en assurer la gestion d'une manière écologiquement rationnelle, notamment en étudiant les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'adoption de ces innovations ou perfectionnements techniques;
- d) Coopèrent activement, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, au transfert des techniques relatives à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets et des systèmes d'organisation de cette gestion. Elles coopèrent aussi pour favoriser le développement des moyens techniques des Parties et notamment de celles qui auraient besoin d'une aide technique dans ce domaine et en feraient la demande;
- e) Coopèrent à la mise au point de directives techniques et/ou de codes de bonne pratique appropriés.

3. Les Parties utiliseront les moyens appropriés pour coopérer afin d'aider les pays en développement à appliquer les dispositions contenues dans les alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 2 de l'article 4.

4. Compte tenu du besoin des pays en développement, la coopération entre les Parties et les organisations internationales compétentes est encouragée, afin de promouvoir, entre autres, la sensibilisation du public, le développement d'une gestion rationnelle de déchets dangereux et d'autres déchets et l'adoption de nouvelles techniques peu polluantes.

Article 11

Accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux

1. Nonobstant les dispositions de l'article 4, paragraphe 5, les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux touchant les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets avec des Parties ou des non Parties à condition que de tels accords ou arrangements ne dérogent pas à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets prescrite dans la présente Convention. Ces accords ou arrangements doivent énoncer des dispositions qui ne sont pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues dans la présente Convention, compte tenu notamment des intérêts des pays en développement.

2. Les Parties notifient au Secrétariat tout accord ou arrangement bilatéral, multilatéral ou régional visé au paragraphe 1, ainsi que ceux qu'ils ont conclus avant l'entrée en vigueur à leur égard de la présente Convention aux fins de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets qui se déroulent entièrement entre les Parties auxdits accords. Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les mouvements transfrontières conforme à de tels accords à condition que ceux-ci soient compatibles avec la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets tel que prescrit dans la présente Convention.

Article 12

Consultations sur les questions de responsabilité

Les Parties coopèrent en vue d'adopter le plus tôt possible un protocole établissant les procédures appropriées en ce qui concerne la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant d'un transfrontière de déchets dangereux et d'autres déchets.

Article 13

Communication de renseignements

1. Les Parties veillent à ce que, chaque fois qu'ils en ont connaissance, en cas d'accident survenu au cours du mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres ou de leur élimination susceptible de présenter des risques pour la santé humaine et l'environnement d'autres Etats, ceux-ci soient immédiatement informés.

2. Les Parties s'informent mutuellement par l'intermédiaire du Secrétariat:

- a) Des changements concernant la désignation des autorités compétentes et/ou des correspondants, conformément à article 5;
- b) Des changements dans la définition nationale des déchets dangereux, conformément à l'article 3;
et, dès que possibles,
- d) Des décisions prises par elles pour limiter ou interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets;
- e) De tout autre renseignement demandé conformément au paragraphe 4 du présent article.

3. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, transmettent à la Conférence des Parties instituée en application de l'article 15, par l'intermédiaire du Secrétariat, et avant la fin de chaque année civile, un rapport sur l'année civile précédente contenant les renseignements suivants:

- a) Les autorités compétentes et les correspondants qui ont été désignés par elles, conformément à l'article 5;
- b) Des renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel elles ont participé, et notamment:
 - i) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets exportée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur destination, le pays éventuel de transit et la méthode d'élimination utilisée comme spécifiée dans leur prise de position;
 - ii) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets importée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur origine et la méthode d'élimination utilisée;
 - iii) Les éliminations auxquelles il n'a pas été procédé comme prévu;
 - iv) Les efforts entrepris pour parvenir à réduire le volume de déchets dangereux ou d'autres déchets faisant l'objet de mouvement transfrontières.
- c) Des renseignements sur les mesures adoptées par elles en vue de l'application de la présente Convention;
- d) Des renseignements sur les données statistiques pertinentes qu'elles ont compilées touchant les effets de la production, du transport et de l'élimination de déchets dangereux ou d'autres sur la santé humaine et l'environnement;
- e) Des renseignements sur les accords et arrangements bilatéraux, multilatéraux et régionaux conclus en application de l'article 12 de la présente Convention;
- f) Des renseignements sur les accidents survenus durant les mouvements transfrontières et l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets et sur les mesures prises pour y faire face;
- g) Des renseignements sur les diverses méthodes d'élimination utilisées dans la zone relevant de leur compétence nationale;
- h) Des renseignements sur les mesures prises pour la mise au point de techniques tendant à réduire et/ou à éliminer la production de déchets dangereux et d'autres déchets;
- i) Tous autres renseignements sur les questions que la Conférence des Parties peut juger utiles.

4. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, veillent à ce qu'une copie de chaque notification concernant un mouvement transfrontière donné de déchets dangereux ou d'autres déchets et de chaque prise de position y relative soit envoyée au Secrétariat, lorsqu'une Partie dont l'environnement risque d'être affecté par ledit mouvement transfrontière l'a demandé.

Article 14

Questions financières

1. Les Parties conviennent de créer, en fonction des besoins particuliers de différentes régions et sous-régions, des centres régionaux ou sous-régionaux de formation et de transfert de technologie pour la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets et la réduction de leur production. Les Parties décideront de l'institution de mécanismes appropriés de financement de caractère volontaire.

2. Les Parties envisageront la création d'un fonds renouvelable pour aider à titre provisoire à faire face aux situations d'urgence afin de limiter au minimum les dommages entraînés par des accidents découlant du mouvement transfrontière ou de l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets.

Article 15

Conférence des Parties

1. Il est institué une Conférence des Parties. La première session de la Conférence des Parties sera convoquée par le directeur exécutif du PNUE un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les sessions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la Conférence à sa première session.

2. Des sessions extraordinaires de la Conférence des Parties pourront avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le Secrétariat.

3. La Conférence des Parties arrêtera et adoptera par consensus son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer, ainsi que le règlement financier qui fixera en particulier la participation financière des Parties au titre de la présente Convention.

4. A leur première réunion, les Parties examineront toutes mesures supplémentaires qui seraient nécessaires pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la protection et la sauvegarde du milieu marin dans le cadre de la présente Convention.

5. La Conférence des Parties examine en permanence l'application de la présente Convention et, en outre:

- a) Encourage l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures nécessaires pour réduire au minimum les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement par les déchets dangereux et d'autres déchets;
- b) Examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente convention et à ses annexes, compte tenu des notamment informations scientifiques, techniques, économiques et écologiques disponibles;
- c) Examine et prend toute mesure nécessaire à la poursuite des objectifs de la présente Convention en fonction des enseignements tirés de son application ainsi que de l'application des accords et arrangements envisagés à l'article 11;
- d) Examine et adopte des protocoles en tant que de besoin;

e) Créé les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention.

6. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, de même que tout Etat non Partie à la présente Convention, peuvent se faire représenter en qualité d'observateur aux sessions de la Conférence des Parties. Tout autre organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines liés aux déchets dangereux ou d'autres déchets qui a informé le Secrétaire de son désir de se représenter en qualité d'observateur à une session de la au moins des Parties présente n'y fait objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

7. Trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, et par la suite au moins tous les six ans, la Conférence des Parties entreprend une évaluation de son efficacité et, si elle juge nécessaire, envisage l'adoption d'une interdiction, totale ou partielle des mouvements transfrontières de déchets à la lumière des informations scientifiques, environnementales, techniques et économiques les plus récentes.

Article 16

Secrétariat

1. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

- a) Organiser les réunions prévues aux articles 15 et 17 en assurer le service;
- b) Etablir et transmettre des rapports fondés sur les renseignements reçus conformément aux articles 3, 4, 5, 6, 11 et 13 ainsi que sur les renseignements obtenus à l'occasion des organes subsidiaires créés en vertu de l'article 15 et, le cas échéant, sur les renseignements fournis par les organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux compétents;
- c) Etablir des rapports sur les activités menées dans l'exercice des fonctions qui sont assignées en vertu de la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties;
- d) Assurer la coordination nécessaire avec les organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;
- e) Communiquer avec les correspondants et autorités compétentes désignés par les Parties conformément à l'article 5 de la présente Convention;
- f) Recueillir des renseignements sur les installations et les sites nationaux agréés disponibles pour l'élimination de leurs déchets dangereux et d'autres déchets et diffuser ces renseignements auprès des Parties.
- g) Recevoir les renseignements en provenance des Parties et communiquer à celles-ci des informations sur:
 - Les sources d'assistance technique et de formation;

- Les compétences techniques et scientifiques disponibles;
- Les sources de conseils et de services d'expert; et
- Les ressources disponibles.

Pour les aider, sur leur demande dans des domaines tels que:

- L'administration du système de notification prévue par la présente Convention;
 - La gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;
 - Les techniques écologiquement rationnelles se rapportant aux déchets dangereux et d'autres déchets telles que les techniques peu polluantes et sans déchets ;
 - L'évaluation des moyens et sites d'élimination;
 - La surveillance des déchets dangereux et d'autres déchets; et
 - Les interventions en cas d'urgence;
- h) Communiquer aux Parties, sur leur demande, les renseignements sur les consultants ou bureaux d'études ayant les compétences techniques requises en la matière qui pourront les aider à examiner une notification de mouvement transfrontière, à vérifier qu'une expédition de déchets dangereux et d'autres déchets est conforme à la notification pertinente et/ou que les installations proposées pour l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets sont écologiquement rationnelles, lorsqu'elles ont des raisons de croire que les déchets en question ne feront pas l'objet d'une gestion écologiquement rationnelle. Tout examen de ce genre ne serait pas à la charge du Secrétariat;
- i) Aider les Parties, sur leur demande, à déceler les cas de trafic illicite et à communiquer immédiatement aux Parties concernées tout renseignement qu'il aura reçu au sujet de trafic illicite;
- j) Coopérer avec les Parties et avec les organisations et institutions internationales intéressées et compétentes pour fournir les experts et le matériel nécessaires à une aide rapide aux Etats en cas d'urgence;
- k) S'acquitter des autres fonctions entrant dans le cadre de la présente Convention que la Conférence des Parties peut décider de lui assigner.

2. Les fonctions du Secrétariat seront provisoirement exercées par le PNUE, jusqu'à la fin de la première réunion de la Conférence des Parties tenue conformément à l'article 15.

3. A sa première réunion, la Conférence des Parties désignera le Secrétariat parmi les organisations internationales compétentes existantes qui se sont proposées pour assurer les fonctions de Secrétariat prévus par la présente Convention. A cette session, la Conférence des Parties évaluera aussi la façon dont le Secrétariat intérimaire se sera acquitté des fonctions qui lui étaient confiées, en particulier aux termes du para-

phe 1 ci-dessus, et elle décidera des structures qui conviennent à l'exercice de ces fonctions.

Article 17

Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention et toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole. Ces amendements tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés lors des réunions de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés lors des réunions des Parties au Protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente Convention ou aux protocoles, sauf s'il en est disposé autrement dans lesdits protocoles, est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention pour information.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, au sujet de tout amendement proposé à la présente Convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté un dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote, et soumis par le Dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation, confirmation formelle ou acceptation.

4. La procédure énoncée au paragraphe 3 ci-dessus s'applique à l'adoption des amendements aux protocoles, à ceci près que la majorité des deux tiers des Parties aux protocoles considérés présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote suffit.

5. Les instruments de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après que le Dépositaire a reçu leur instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation par les trois quarts ou moins des Parties les ayant acceptés ou par les deux tiers au moins des Parties au protocole considéré les ayant acceptés, sauf disposition contraire dudit protocole. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements.

6. Aux fins du présent article., l'expression "Parties présentes et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes qui ont un vote affirmatif ou négatif.

Article 18

Adoption et amendement des annexes

1. Les annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif font partie intégrante de la Convention ou du protocole considéré et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou à ces protocoles est aussi une référence aux annexes à ces instruments. Lesdites annexes sont limitées aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire des protocoles au sujet de leurs annexes la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou aux protocoles y relatifs sont régies par la procédure suivante:

- a) Les annexes à la présente Convention et à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure décrite aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 17;
- b) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'accepter une annexe supplémentaire à la présente Convention ou à l'un des protocoles auxquels elle est partie en donne par écrit notification au Dépositaire dans les six mois qui suivent la date de communication de l'adoption par le Dépositaire. Ce dernier informe sans délai toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment accepter une annexe à laquelle elle avait déclaré précédemment faire objection, et cette annexe entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie;
- c) A l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date l'envoi de la communication par le Dépositaire, l'annexe prend effet à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention ou à tout protocole considéré qui n'ont pas soumis de notification conformément à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des amendements aux annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif sont soumises à la même procédure que la proposition et l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à tout protocole y relatif. Les annexes et les amendements y relatifs tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe nécessite un amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif, l'annexe supplémentaire ou l'annexe modifiée n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif entre lui-même en vigueur.

Article 19

Vérification

Toute Partie qui a des raisons de croire qu'une autre Partie agit ou a agi en violation des obligations découlant des dispositions de la présente Convention peut en informer le Secrétariat, et dans ce cas elle informe simultanément et immédiatement, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, la Partie faisant l'objet des allégations. Tous les renseignements pertinents devraient être transmis aux Parties par le Secrétariat.

Article 20

Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre les Parties à propos de l'interprétation, de l'application ou du respect de la présente Convention ou de protocole y relatif, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociations ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Si Les Parties en cause ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, ce différend, si les Parties en conviennent ainsi, est soumis à la Cour Internationale de Justice ou à l'arbitrage dans les conditions définies dans l'annexe VI relatives à l'arbitrage. Toutefois, si les Parties ne par-

viennent pas à s'entendre en vue de soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice ou à l'arbitrage, elle ne sont pas relevées de leur responsabilité de continuer à chercher à le résoudre selon les moyens mentionnés au paragraphe 1.

3. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, tout Etat ou toute organisation d'intégration politique ou économique peut déclarer qu'il reconnaît comme étant obligatoire *ipso facto* et sans accord spécial, à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation, la soumission du différend:

- a) À la Cour Internationale de Justice; et/ou
- b) À l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans l'annexe VI.

Cette déclaration est notifiée par écrit au Secrétariat qui la communique aux Parties.

Article 21

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à Bâle le 22 mars 1989, au Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, à Berne, du 23 mars 1989 au juin 1989, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 1er juillet 1989 au 22 mars 1990.

Article 22

Ratification, acceptation, confirmation formelle ou approbation

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ainsi qu'à la confirmation formelle ou à l'approbation des organisations, d'intégration politique ou économique. Les instruments de ratification formelle ou d'approbation seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente Convention et dont aucun Etat membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives et ses qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention. Dans de tels cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention.

3. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indique l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Ces organisations notifient également toute modification importante de l'étendue de leurs compétences au dépositaire qui en informe les Parties.

Article 23

Adhésion

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à partir de

la date à laquelle la Convention n'est plus ouverte à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indique l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Elles notifient également au Dépositaire toute modification importante de l'étendue de leurs compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 s'appliquent aux organisations d'intégration politique ou économique qui adhèrent à la présente Convention.

Article 24

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, chaque Partie à la Convention dispose d'une voix,

2. Les organisations d'intégration politique ou économique disposent, conformément au paragraphe 3 de l'article 22 et au paragraphe 2 de l'article 23 pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leur Etats membres qui sont Parties à la Convention ou aux protocoles pertinents. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 25

Entrée en vigueur

1. La Convention entrera en vigueur le quarante-deuxième jour suivant la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation formelle, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chacun des Etats ou des organisations d'intégration politique ou économique qui ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, après la date de dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ledit Etat ou ladite organisation d'intégration politique ou économique, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation, formelle ou d'adhésion.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration politique ou économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 26

Réserves et déclarations

1. Aucune réserve ou dérogation ne pourra être faite à la présente Convention.

2. Le paragraphe 1 du présent article n'empêche pas un Etat ou une organisation d'intégration politique ou économique, lorsqu'il signe, ratifie, accepte ou approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, de faire des déclarations ou des exposés, quelle que soit l'appellation qui leur est donnée en vue, entre autres, d'harmoniser ses lois et règlements avec les dispositions de la présente Convention, à condition que ces déclarations ou exposés ne visent pas à annuler ou à

modifier les effets juridiques des dispositions de la Convention dans leur application à cet Etat.

Article 27

Dénonciation

1. Après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une partie, ladite Partie pourra à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite donnée au Dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification.

Article 28

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le Dépositaire de la présente Convention et de tout protocole y relatif.

Article 29

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe originaux de la présente Convention font également foi.

En foi de quoi les soussignés, à ce habilités, ont signé la présente Convention.

Fait à le mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

ANNEXE I

CATEGORIES DE DECHETS A CONTROLER

Flux de déchets

- Y1 Déchets cliniques provenant de soins médicaux dispensés dans des hôpitaux, centres médicaux et cliniques;
- Y2 Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques;
- Y3 Déchets de médicaments et produits pharmaceutiques;
- Y4 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phytopharmaceutiques;
- Y5 Déchets issus de la fabrication, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois;
- Y6 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de solvants organiques;
- Y7 Déchets cyanurés de traitements thermiques et d'opérations de trempe;
- Y8 Déchets d'huiles minérales impropres à l'usage initialement prévu;
- Y9 Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbure/eau;
- Y10 Substances et articles contenant, ou contaminés par, des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphenyles polybromés (PBB);

- Y11 Résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse;
- Y12 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encre, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis;
- Y13 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants ou de colles et adhésifs;
- Y14 Déchets de substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche, de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus;
- Y15 Déchets de caractère explosible non soumis à une législation différente;
- Y16 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels photographiques;
- Y17 Déchets de traitements de surface des métaux et matières plastiques;
- Y18 Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels.

Déchets ayant comme constituants:

- Y19 Métaux carbonyles;
- Y20 Béryllium, composés du béryllium;
- Y21 Composés du chrome hexavalent;
- Y22 Composés du cuivre;
- Y23 Composés du zinc;
- y24 Arsenic, composés de l'arsenic;
- Y25 Sélénium, composés du sélénium;
- Y26 Cadmium, composés du cadmium;
- Y27 Antimoine, composés de l'antimoine;
- Y28 Tellure, composés du tellure;
- Y29 Mercure, composés du mercure;
- Y30 Thallium, composés du thallium;
- Y31 Plomb, composés du plomb;
- Y32 Composés inorganiques du fluor, à l'exclusion du fluorure de calcium;
- Y33 Cyanures inorganiques;
- Y34 Solutions acides ou acides sous forme solide ;
- Y35 Solutions basiques ou bases sous forme solide
- Y36 Amiante (poussières et fibres);
- Y37 Composés organiques du phosphore;
- Y38 Cyanures organiques;
- Y39 Phénols, composés phénolés, y compris les chlorophénols;
- Y40 Ethers;
- Y41 Solvants organiques halogénés;

- Y42 Solvants organiques, sauf solvants halogénés;
- Y43 Tout produit de la famille des dibenzofuranes polychlorés;
- Y44 Tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorées;
- Y45 Composés organohalogénés autres que les matières figurant dans la présente Annexe (par exemple Y39, Y41, Y42, Y43, Y44).

Annexe II

CATEGORIES DE DECHETS DEMANDANT UN EXAMEN SPECIAL

- Y46 Déchets menagers collectés;
- Y47 Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers.

Annexe III

LISTE DES CARACTERISTIQUES DE DANGER

Classe ONU* Code Caractéristiques:

1 H1 Matières explosives:

Une matière ou un déchet explosif est une matière (ou un mélange de matières) solide ou liquide qui peut elle-même, par réaction chimique, émettre des gaz à une température et une pression et à une vitesse telle qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnement.

3 H3 Matières inflammables:

Les liquides inflammables sont les liquides, mélanges de liquides, ou liquides contenant des solides en solution ou suspension (Peintures, vernis, laques, etc., par exemple, à l'exclusion cependant des matières ou déchets classés ailleurs en raison de leurs caractéristiques dangereuses), qui émettent des vapeurs inflammables à une température ne dépassant pas 60, 50c en creuset fermé ou 65,6°c en creuset ouvert. (Comme les résultats des essais en creuset ouvert et en creuset fermé ne sont pas strictement comparables entre eux et que même les résultats de plusieurs essais effectués selon la même méthode diffèrent souvent, les règlements qui s'écarteraient des chiffres ci-dessus pour tenir compte de ces différences demeureraient conforme à l'esprit de cette définition).

4.1 H4.1 Matières solides inflammables:

Les solides ou déchets solides inflammables sont les matières solides autres que celles classées comme explosives, qui dans les conditions rencontrées lors du transport, s'enflamment facilement ou peuvent causer un incendie sous l'effet du frottement, ou le favoriser.

4.2 H4. 2 Matières spontanément inflammables:

Matières ou déchets susceptibles de s'échauffer spontanément dans des conditions normales de transport, ou de s'échauffer au contact de l'air, et pouvant alors s'enflammer.

4.3 H4.3 Matières ou déchets qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables:

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'eau, sont susceptibles de s'enflammer spontanément ou d'émettre des gaz inflammables en quantités dangereuses.

5.1 H5.1 Matières comburantes:

Matières ou déchets qui, sans être toujours combustibles eux-mêmes, peuvent, en général en cédant de l'oxygène, provoquer ou favoriser la combustion d'autres matières.

5. 2 H5. 2 Péroxydes organiques

Matières organiques ou déchets contenant la structure bivalente-O-O-sont des matières thermiquement instables, qui peuvent subir une décomposition auto-accélérée exothermique.

6.1 H.1 Matières toxiques (aigues)

Matières ou déchets qui, par ingestion, inhalation ou pénétration cutanée, peuvent causer la mort ou une lésion grave ou nuire à la santé humaine.

6.2 H6.2 Matières infectieuses:

Matières ou déchets contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait, ou dont on a de bonnes raisons de croire, qu'ils causent la maladie chez les animaux ou chez l'homme.

8 H8 Matières corrosives:

Matières ou déchets qui, par action chimique, causent des dommages graves aux tissus vivants qu'ils touchent, ou qui peuvent en cas de fuite endommager sérieusement, voire détruire, les autres marchandises transportées ou les engins de transport et qui peuvent aussi comporter d'autres risques.

9 H10 Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau:

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'air ou l'eau, sont susceptibles d'émettre des gaz toxiques en quantités dangereuses.

9 H11 Matières toxiques (effets différés ou chroniques):

Matières ou déchets qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des effets différés ou chroniques, ou produire le cancer.

9 H12 Matières écotoxiques:

Matières ou déchets qui, si ils sont rejetés, provoquent ou risquent de provoquer, par bio-accumulation et/ou effets toxiques sur les systèmes biologiques, des impacts nocifs immédiats ou différés sur l'environnement.

* Cette notation correspond au système de classification de danger adopté dans les recommandations des Nations Unies pour le transport des marchandises dangereuses (ST/SG/AC.10/1/Rev.5, Nations Unies, New York, 1988).

- 9 H13 Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède lune des caractéristiques énumérées ci-dessus.

Epreuves

Les dangers que certains types de déchets sont susceptibles de présenter ne sont pas encore bien connus; il n'existe pas de preuves d'appréciation quantitative de ces dangers. Des recherches plus approfondies sont nécessaires afin de délimiter les moyens de caractériser les dangers que ces types de déchets peuvent présenter pour l'homme ou l'environnement. Des épreuves normalisées ont été mises au point pour des substances et matières pures. De nombreux pays membres ont élaboré des tests nationaux que l'on peut appliquer aux matières destinées à être éliminées par les opérations figurant à l'annexe III à la Convention en vue de décider si ces matières présentent une quelconque des caractéristiques énumérées dans la présente Annexe.

ANNEXE IV

Operations d'éliminations.

A. Operations ne débouchant pas sur une possibilité de récupération de recyclage, de réutilisation, de réemploi direct, ou toute autre utilisation des déchets

La section A récapitule toutes ces opérations d'élimination telles qu'elles sont effectuées en pratique.

D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge, etc.)

D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou des boues dans les sols, etc.)

D3 Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel, ou des failles géologiques naturelles, etc.)

D4 Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)

D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)

D6 Rejet dans le milieu aquatique sauf immersion en mer

D7 Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin

D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon lune des procédures énumérées à la section A

D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon lune des procédures énumérées à la section A (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation, etc.)

D10 Incinération à terre

D11 Incinération en mer

D12 Stockage permanent (par exemple placement de contenueurs dans une mine, etc.)

D13 Regroupement préalablement à lune des opérations de la section A

D14 Reconditionnement préalablement à lune des opérations de la section A

D15 Stockage préalablement à lune des opérations de la section A

B. Operations débouchant sur une possibilité de récupération de recyclage, de réutilisation, de réemploi direct, ou toute autre utilisation des déchets

La section B est censée récapituler toutes ces opérations, concernant des matières qui sont considérées ou légalement définies comme déchets dangereux et qui auraient sinon subi l'une des opérations énoncées à la section A.

R1 Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie

R2 Récupération ou régénération des solvants

R3 Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants

R4 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques

R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques

R6 Régénération des acides ou des bases

R7 Récupération des produits servant à capter les polluants

R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs

R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usées

R10 Epannage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie

R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1 à R10

R12 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11

R13 Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à lune des opérations figurant à la section B

Annexe V-A

Informations à fournir lors de la notification

- 1 Motif de l'exportation de déchets
2. Exportateur de déchets 1/
3. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/
4. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
5. Transporteur (s) Prévu (s) des déchets ou leurs agents, lorsqu'ils sont connus 1/
6. Pays d'exportation des déchets
Autorité compétente 2/
7. Pays de transit prévus,
Autorité compétente 2/

8. Pays d'importation des déchets,

Autorité compétente 2/

9. Notification générale ou notification unique

10. Date(s) Prévues du(des) transfert(s), durée de l'exportation des déchets et itinéraire prévu (notamment points d'entrée et de sortie) 3/

11. Moyen(s) de transport prévu(s) (route, rail, mer, air, voie de navigation intérieure, etc)

12. Informations relatives à l'assurance 4/

13. Dénomination et description physique des déchets, y compris numéro Y et numéro ONU, composition de ceux-ci 5/ et renseignements sur toute disposition particulière relative à la manipulation, notamment mesures d'urgence à prendre en cas d'accident.

14. Type de conditionnement prévu (par exemple vrac, fûts, citernes)

15. Quantité estimée en poids/volume 6/

16. Processus dont proviennent les déchets 7/

17. Pour les déchets énumérés à l'annexe I, classification de l'annexe III, caractéristique de danger, numéro H, classe de l'ONU.

18. Mode d'élimination selon l'annexe IV.

19. Déclaration du producteur et de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations

20. Informations (y compris la description technique de l'installation) communiquées à l'exportateur ou au producteur par l'éliminateur des déchets et sur lesquelles ce dernier s'est fondé pour estimer qu'il n'y a aucune raison de croire que les déchets ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles conformément aux lois et règlements du pays importateur.

21. Renseignements concernant le contrat conclu entre l'exportateur et l'éliminateur.

NOTES

1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter.

2/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur.

3/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer soit les dates prévues de chaque transport, soit, si celles-ci ne sont pas connues, la fréquence prévue des transports.

4/ Informations à fournir sur les dispositions particulières relatives à l'assurance et sur la manière dont l'exportateur, le transporteur et l'éliminateur s'acquittent.

5/ Indiquer la nature et la concentration des composés les plus dangereux au regard de la toxicité et des autres dangers présentés par les déchets tant pour la manipulation que pour le mode d'élimination prévu.

6/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer à la fois la quantité totale estimée et les quantités estimées pour chacun des transferts.

7/ Dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour évaluer les risques et déterminer la validité de l'opération d'élimination proposée.

Annexe V - B

Informations à fournir dans le document de mouvement

1. Exportateur des déchets 1/

2. Producteur des déchets et lieu de production 1/

3. Éliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/

4. Transporteur des déchets 1/ ou son (ses) agent(s)

5. Sujet à notification générale ou à notification unique.

6. Date de début du mouvement transfrontière et date(s) et signature de la réception par chaque personne qui prend en charge les déchets

7. Moyen de transport (route, rail, voie de navigation intérieure, mer, air) y compris pays d'exportation, de transit et d'importation ainsi que points d'entrée et de sortie lorsque ceux-ci sont connus

8. Description générale des déchets (état physique, appellation exacte et classe d'expédition ONU, numéro ONU, numéro Y et numéro H le cas échéant)

9. Renseignements sur les dispositions particulières relatives à la manipulation y compris mesures d'intervention en cas d'accident

10. Type et nombre de colis

11. Quantité en poids/volume

12. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations

13. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'absence d'objections de la part des autorités compétentes de tous les États concernés qui sont Parties

14. Attestation de l'éliminateur de la réception à l'installation d'élimination désignée et indication de la méthode d'élimination et de la date approximative d'élimination

NOTES

Les informations à fournir sur le document de mouvement devraient, chaque fois que possible, être rassemblées dans un seul et même document avec celles exigées par la réglementation des transports. En cas d'impossibilité, ces informations devraient compléter et non répéter celles exigées par la réglementation des transports. Le document de mouvement contiendra et à remplir les formulaires.

1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter en cas d'urgence.

Annexe VI

Arbitrage

Article premier

Sauf dispositions contraires de l'accord prévu à l'article 20 la Convention, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions des articles 2 à 10 ci-après.

Article 2

La Partie requérante notifie au secrétariat que les Parties sont convenues de soumettre le différend à l'arbitrage conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 de l'article 20 de la Convention, en indiquant notamment les articles de la Convention dont l'interprétation ou l'application sont en cause. La secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les parties à la Convention.

Article 3

Le tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des Parties au différend nomme un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

Article 4

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal n'est pas désigné, le secrétaire général de l'organisation des Nations Unies procède, à la requête de l'une des deux parties, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le Secrétaire général de l'organisation des Nations Unies, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

1. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure.

Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des Parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.

3. Les parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la bonne conduite de la procédure.

4. L'absence ou le défaut d'une Partie au différend ne constitue pas obstacle à la procédure.

Article 7

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 8

A moins que le tribunal l'arbitrage n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les dépenses du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, son prises en charge à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de toutes ses dépenses et en fournit un état final aux Parties.

Article 9

Toute Partie ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision peut intervenir dans la procédure, avec le consentement du tribunal.

Article 10

1. Le tribunal prononce la sentence dans un délai de cinq mois à partir de la date à laquelle il est créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois.

2. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les Parties au différend.

3. Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des deux Parties au tribunal arbitral qui l'a rendue, ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.

CONVENÇÃO DE BASILEIA SOBRE O CONTROLE DE MOVIMENTOS TRANSFRONTEIRIÇO DE RESÍDUOS PERIGOSOS E A SUA ELIMINAÇÃO

INTRODUÇÃO

As Partes desta Convenção,

Conscientes do prejuízo causado à saúde humana e ao ambiente, pelos resíduos perigosos e outros resíduos e pelo seu movimento transfronteiriço,

Atentas à ameaça cada vez maior para a saúde humana e para o ambiente causada pela produção e complexidade crescentes, e pelo movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e outros resíduos,

Conscientes também de que a maneira mais eficaz de proteger a saúde humana e o ambiente dos perigos causados por esses resíduos é reduzir a sua produção ao mínimo, em termos de quantidade e/ou potencial de perigo,

Convictas de que os Estados deveriam tomar as medidas necessárias para assegurar e gestão de resíduos perigosos e outros resíduos, incluindo o movimento transfronteiriço e a eliminação ser compatível com a protecção da saúde humana e do ambiente, qualquer que seja o seu local,

Verificando que os Estados deveriam assegurar que o produtor se responsabilizasse pelo transporte e eliminação de resíduos perigosos e outros resíduos, de acordo com a protecção do ambiente, qualquer que seja o local da eliminação,

Reconhecendo plenamente que qualquer Estado de direito soberano de proibir a entrada ou eliminação de resíduos perigosos estrangeiros e outros resíduos no seu território,

Reconhecendo também o crescente desejo de proibir os movimentos transfronteiriços de resíduos perigosos e a sua eliminação noutros Estados, sobretudo nos países em desenvolvimento,

Conscientes de que o movimento transfronteiriço de tais resíduos, desde o Estado da sua produção até qualquer outro Estado, deveria ser permitido somente quando executado sob condições que não coloquem em perigo a saúde humana e o ambiente, sendo essas condições acordadas segundo as disposições desta Convenção,

Considerando que o aperfeiçoamento do controlo do movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e outros resíduos actuará como um incentivo para a gestão ambientalmente segura e racional e para a redução do volume do movimento transfronteiriço objecto desta Convenção,

Convencidas de que os Estados deveriam tomar medidas para o intercâmbio apropriado de informação e controlo do movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos de e para esses Estados,

Registando que número considerável de acordos internacionais e regionais referem a questão da protecção e preservação do ambiente, no que respeita ao tráfego de mercadorias perigosas,

Tendo em conta a Declaração da Conferência sobre o Ambiente Humano (Estocolmo 1972), as Directrizes do Cairo, e os Princípios para a Gestão Ambiente Segura de Resíduos Perigosos aceites pelo Conselho de Governadores do Programa das Nações Unidas para o Ambiente (PNUA), através da decisão 14/30 de 17 de Junho 1987, as Recomendações do Comité das Nações Unidas de Perigos no Transporte de Mercadorias Perigosas (formuladas em 1957 e actualizadas bienalmente), as recomendações relevantes, as declarações, formulários e regulamentos adoptados no sistema das Nações Unidas, bem como o trabalho e estudos feitos em organizações internacionais e regionais,

Conscientes do espírito, princípios, objectivos e funções da Estratégia Mundial para a conservação da Natureza, aceite pela Assembleia Geral das Nações Unidas na sessão nº 37 (1982), enquanto regra ética no que respeita à protecção do ambiente humano e conservação dos recursos naturais,

Afirmando que os Estados são responsáveis pelo cumprimento dos seus deveres internacionais no que respeita à protecção da saúde humana, protecção e preservação do ambiente, e estão sujeitos de acordo com o direito internacional,

Reconhecendo que em caso de infracções das cláusulas desta Convenção ou de qualquer protocolo, também será aplicado o direito internacional,

Conscientes da necessidade de continuar o desenvolvimento e a implementação de tecnologias ambientalmente seguras de redução de resíduos, de opções de reciclagem e de bons sistemas domésticos de gestão com o objectivo de reduzir ao mínimo a produção de resíduos perigosos e de outros resíduos,

Conscientes também da crescente preocupação acerca da necessidade de um controlo rigoroso do movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos, bem como da necessidade de reduzir, dentro do possível este movimento ao mínimo,

Preocupadas com o problema de tráfego transfronteiriço ilícito de resíduos perigosos e de outros resíduos,

Tendo em conta também as capacidades limitadas dos países em desenvolvimento na gestão de resíduos perigosos e de outros resíduos,

Reconhecendo a necessidade de promover a transferência de tecnologia relativa à gestão segura de resíduos perigosos e/ou resíduos produzidos localmente, particularmente para os países em desenvolvimento de acordo com o espírito das «Directrizes de Cairo» e a decisão 14/16 do Conselho de Governadores do PNUA sobre a promoção da transferência de tecnologia de protecção ambiental,

Reconhecendo também que os resíduos perigosos e outros resíduos deveriam ser transportados de acordo com as Convenções e recomendações internacionais relevantes,

Convictas também de que o movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e outros resíduos deveria ser permitido somente quando o transporte e eliminação final destes resíduos sejam ambientalmente seguros e racionais, e

Determinadas a proteger, através do controlo regoso, a saúde humana e o ambiente dos efeitos nocivos que podem resultar da produção e gestão de resíduos perigosos e de outros resíduos,

Acordaram o seguinte:

Artigo 1º

Âmbito da Convenção

1. Nesta Convenção, os resíduos objecto de movimento transfronteiriço, e que são designados «resíduos perigosos» são os seguintes:

- a) Resíduos que pertençam a qualquer categoria incluída no anexo I, a menos que tenham alguma das características descritas no Anexo III; e
- b) Resíduos que não sejam abrangidos pelo parágrafo a), mas que sejam definidos ou considerados como resíduos perigosos pela legislação interna das Partes legadas à exportação, importação ou trânsito.

2. Resíduos que pertençam a qualquer categoria contida no anexo II, que sejam objecto do movimento transfronteiriço, serão designados nesta Convenção por «outros resíduos».

3. Resíduos que, por serem radioactivos, estejam sujeitos a sistemas de controlo internacionais, incluindo instrumentos internacionais, direccionados especificamente para materiais radioactivos, são excluídos do âmbito desta Convenção.

4. Resíduos que derivem das operações normais de um navio, cuja descarga seja protegida por qualquer instrumento internacional, são excluídos do âmbito desta Convenção.

Artigo 2º

Definições

Para esta Convenção:

1. «Resíduos» são substâncias ou objectos que são eliminados ou se projecta eliminar, ou são objecto de pedido para serem eliminados, de acordo com as cláusulas da lei nacional,

2. «Gestão» significa a recolha, transporte e eliminação de resíduos perigosos ou de outros resíduos, incluindo a posterior protecção dos locais de eliminação.

3. «Movimento Transfronteiriço» significa qualquer movimento de resíduos perigosos ou de outros resíduos de uma área abrangida pela jurisdição nacional de um Estado para ou através de uma área abrangida pela jurisdição nacional de outro Estado ou, para ou através de uma área não abrangidas pela jurisdição nacional de qualquer Estado, estando pelo menos dois Estados envolvidos no movimento,

4. «Eliminação» significa qualquer operação especificada no anexo IV desta Convenção,

5. «Local ou instalação autorizada» significa um local ou instalação para a eliminação de resíduos perigosos ou de outros resíduos que é autorizado, ou admitido a operar com esse objectivo, por uma autoridade competente do Estado onde o local ou instalação se situa,

6. «Autoridade competente» significa uma autoridade governamental nomeada por uma Parte para ser responsável, dentro das áreas geográficas que a Parte ache ajustadas, para receber a notificação de um movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos, e qualquer informação com ele relacionada, bem como responder a essa notificação, de acordo com o artigo 6º,

7. «Correspondente» significa a entidade referida no artigo 5º, responsável por receber e submeter a informação, conforme consta dos artigos 13º e 16º,

8. «Gestão ambientalmente segura e racional dos resíduos perigosos e de outros resíduos» significa seguir todos os passos viáveis com vista a assegurar uma gestão de resíduos perigosos e de outros resíduos, de maneira a proteger a saúde humana e o ambiente contra os efeitos nocivos que podem advir desses resíduos,

9. «Área sob jurisdição nacional de um Estado» significa qualquer território, área marítima ou espaço aéreo dentro, do qual um Estado exerce responsabilidade administrativa e regulamentar, de acordo com o direito internacional, no que respeita à protecção da saúde humana ou do ambiente,

10. «Estado de Exportação» significa a Parte de onde um movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos é planeado para ser iniciado ou se iniciou,

11. «Estado de Importação» significa a Parte para onde o movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos é planeado ou tem lugar com o objectivo da sua eliminação ou carregar antes da eliminação numa área que não esteja sob a jurisdição nacional de nenhum Estado,

12. «Estado de Trânsito» designa qualquer estado, que não seja o Estado de Exportação ou de Importação, através do qual um movimento de resíduos perigosos ou de outros resíduos, é planeado ou tem lugar,

13. «Estados envolvidos» são Estados de Exportação ou de Importação, ou Estados de Trânsito, sejam ou não Partes,

14. «Pessoa» é qualquer pessoa jurídica ou física,

15. «Exportador» é qualquer pessoa sob jurisdição do Estado de Exportação, que trata da exportação de resíduos perigosos ou de outros resíduos,

16. «Importador» é qualquer pessoa sob jurisdição do

Estado Importador que trata da importação de resíduos perigosos e de outros resíduos,

17. «Transportador» é aquele que trata do transporte de resíduos perigosos ou de outros resíduos,

18. «Produtor» constitui aquele cuja actividade produz resíduos perigosos ou outros resíduos ou, no caso da pessoa ser desconhecida, significa a pessoa que está na posse e/ou controla esses resíduos,

19. «Eliminador» significa aquele para quem os resíduos perigosos ou outros são enviados e que trata da eliminação desses resíduos,

20. «Organização de integração Política e/ou Económica» é a organização constituída por Estados Soberanos para o qual os seus Membros transferiram competências respeitantes a assuntos contemplados nesta convenção e que foram devidamente autorizados, de acordo com os seus procedimentos internos, a assinar, ratificar, aceitar, aprovar, confirmar formalmente ou a ela aderir,

21. «Tráfego Ilícito» constitui qualquer movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos, conforme especifica o artigo 9º.

Artigo 3º

Definições Nacionais de Recursos Perigosos

1. Cada Parte deve, após seis meses de se tornar Parte desta Convenção, informar o Secretariado da convenção dos resíduos, ou de quais dos mencionados nos anexos I e II, são considerados ou definidos como perigosos de acordo com a sua legislação nacional e de quaisquer requisitos no que respeita aos procedimentos do movimento transfronteiriço, aplicáveis a tais resíduos.

2. Cada Parte deverá subsequentemente informar o Secretariado de quaisquer mudanças importantes à informação mencionada no parágrafo 1.

3. O Secretariado informará então todas as Partes da informação recebida, conforme os parágrafos 1 e 2.

3. As Partes serão responsáveis por transmitir aos seus exportadores a informação que lhes foi dada pelo Secretariado, conforme o parágrafo 3.

Artigo 4º

Obrigações gerais

1. a) As Partes no exercício do seu direito de proibição de importação de resíduos perigosos ou de outros resíduos para eliminação, informarão as outras Partes da sua decisão conforme o artigo 13º.

b) As Partes proibirão, ou não permitirão, a exportação de resíduos perigosos ou de outros resíduos para as Partes que proibirem a importação de tais resíduos, quando notificados de acordo com o subparágrafo (a) supra mencionado;

c) As Partes devem proibir, ou não permitir, a exportação de resíduos perigosos ou de outros resíduos, se o Estado de importação não consentir em escrever ao importador específico, no caso desse Estado de importação não ter proibido a importação de tais resíduos.

2. Cada Parte tomará as medidas necessárias para:

- a) Assegurar que a produção de resíduos perigosos e de outros resíduos, se reduzida ao mínimo, tendo em conta os aspectos sociais, tecnológicos e económicos;
- b) Assegurar a disponibilidade de instalações adequadas para eliminação, com vista à gestão ambientalmente segura e racional dos resíduos perigosos e de outros resíduos, que serão colocados o mais longe possível, qualquer que seja o local da sua eliminação;
- c) Assegurar que as pessoas envolvidas na gestão de resíduos perigosos e de outros resíduos, dêem os passos necessários para prevenir a poluição originada pelos resíduos perigosos e outros resíduos resultantes dessa gestão e, se essa poluição ocorrer, minimizar as consequências daí advindas para a saúde humana e o ambiente;
- d) Assegurar que o movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos seja reduzido ao mínimo, tomando as medidas ambientalmente correctas, através de uma gestão eficiente desses resíduos, e que seja conduzida de modo a proteger a saúde humana e o ambiente contra os efeitos nocivos que podem resultar desse mesmo movimento;
- e) Não permitir a exportação de resíduos perigosos ou de outros resíduos para um Estado ou grupo de Estado que são partes, pertencentes a uma organização de integração política e/ou económica, sobretudo países em desenvolvimento, que tenham proibido através da sua legislação todas as importações, ou por pensarem que os resíduos em questão não serão geridos de acordo com o procedimento ambiental correcto, segundo o critério acordado pelas Partes na sua 1ª reunião;
- f) Exigir que informação que sobre um movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos proposto seja fornecida aos respectivos Estados, de acordo com o Anexo V-A, para especificar claramente os efeitos para a saúde humana e para o ambiente do movimento proposto;
- g) Impedir a importação de resíduos perigosos e de outros resíduos, quando há razões para acreditar que os resíduos em questão não serão geridos de uma forma ambientalmente segura e racional;
- h) Cooperar em actividades com outras Partes e organizações directamente interessadas, e através do Secretariado, incluindo a disseminação de informação sobre o movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos, de modo a melhorar a correcta gestão ambiental de tais resíduos e conseguir a prevenção do tráfico ilícito.

3. As Partes consideram que o tráfico ilícito de resíduos perigosos ou de outros resíduos constitui crime.

4. Cada Parte tomará as medidas legais e administrativas para implementar e reforçar as condições desta Convenção, incluindo medidas de prevenção e punição de condutas que infrinjam o disposto na Convenção,

5. Uma Parte não permitirá que os resíduos perigosos e outros resíduos sejam exportados por uma não-Parte ou sejam importados de uma não-Parte.

6. As Partes concordam em não permitir a exportação de resíduos perigosos e de outros resíduos para eliminação nas áreas a Sul da latitude 60 graus sul, sejam ou não esses resíduos objecto de movimento transfronteiriço.

7. Para além disso, cada Parte deverá:

- a) Proibir todas as pessoas sob sua jurisdição nacional, de transportar ou eliminar resíduos perigosos ou outros resíduos, a não ser que essas pessoa estejam autorizadas a praticar este tipo de operações;
- b) Exigir que os resíduos perigosos e outros resíduos objecto de um movimento transfronteiriço sejam embalados, rotulados e transportados em conformidade com as regras e padrões estabelecidos no que respeita às embalagens, rótulos e transporte, e que essas obrigações sejam respeitadas como sendo práticas internacionalmente reconhecidas;
- c) Exigir que os resíduos perigosos e outros resíduos sejam acompanhados da documentação devida desde a altura em que o movimento transfronteiriço começa até ao momento da eliminação.

8. Cada Parte deve exigir que os resíduos perigosos e outros resíduos a ser exportados, sejam geridos de uma forma ambientalmente segura e racional no Estado importador ou em outro qualquer lugar. As directrizes técnicas para gestão ambiental segura e racional de resíduos objecto desta Convenção, serão decididas pelas partes na sua 1ª reunião.

9. As Partes devem tomar as medidas necessárias para assegurar que o movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos seja permitido quando:

- a) O Estado de exportação não tiver capacidade técnica e instalações necessárias, capacidade ou convenientes locais de eliminação com vista a eliminar os resíduos em questão de uma forma ambientalmente segura e eficiente; ou
- b) Os resíduos em questão são considerados como matéria-prima para valorização ou para as indústrias de recuperação no Estado de importação; ou,
- c) O movimento transfronteiriço em questão está conforme com outro critério a ser decidido pelas Partes, pretendendo-se que estes critérios não se afastem dos objectivos desta Convenção.

10. No âmbito desta Convenção a obrigação dos Estados cujos resíduos perigosos e outros resíduos são produzidos requer que esses resíduos sejam geridos de uma forma ambientalmente segura e racional, não podendo sob nenhum pretexto ser transferida para os Estados de importação ou de trânsito.

11. Nada nesta Convenção deve impedir uma Parte de impôr exigências adicionais que sejam compatíveis com as cláusulas desta Convenção e que estejam de acordo com as regras do direito internacional, para melhor proteger a saúde humana e o ambiente.

12. Nada nesta Convenção deve afectar de algum modo a soberania dos Estados nas suas águas territoriais estabelecidas de acordo com o direito internacional e o direito soberano, bem como a jurisdição que os Estados têm nas suas zonas económicas exclusivas e nos recifes continentais de acordo com o direito internacional, e o exercício dos direitos náuticos e das liberdades de navegação, pelos barcos e aeronaves de todos os Estados, conforme o direito internacional e como resulta dos instrumentos internacionais relevantes.

13. As Partes serão encarregadas de rever periodicamente as possibilidades de redução do volume e/ou da poluição potencial dos resíduos perigosos ou de outros resíduos que são exportados para outros Estados, e em particular para os países em desenvolvimento.

Artigo 5º

Designação das autoridades competentes e do correspondente

Para facilitar a implementação desta Convenção, as Partes deverão:

1. Nomear ou estabelecer uma ou mais autoridades competentes e um correspondente. Uma autoridade competente será nomeada para receber a notificação do Estado de trânsito.

2. Informar o Secretariado, dentro de 3 meses da data de entrada em vigor desta Convenção, de quais os organismos que eles designam como seu correspondente e como suas autoridades competentes.

3. Informar o Secretariado, dentro de um mês após a data de decisão, de quaisquer mudanças no que respeita à designação feita por eles, conforme o parágrafo 2 supra mencionado.

Artigo 6º

Movimento Transfronteiriço entre as Partes

1. Estado de exportação notificará ou exigirá ao produtor ou exportador que notifique, por escrito, através da autoridade competente do Estado de exportação, a autoridade competente dos Estados envolvidos em qualquer movimento transfronteiriço proposto de resíduos perigosos e de outros resíduos. Esta notificação conterá declarações e informações descritas no Anexo V-A, escrita em linguagem perceptível ao Estado de importação. É necessário enviar uma só notificação a cada Estado envolvido.

2. O estado de Importação responderá ao notificador por escrito, consentindo no movimento com ou sem condições, negando permissões para o movimento, ou requerendo informações adicionais. Será enviada uma cópia da resposta final do Estado de importação às autoridades competentes dos respectivos Estados envolvidos que sejam Partes.

3. O Estado de exportação não autorizará o produtor ou exportador a iniciar o movimento transfronteiriço até receber confirmação por escrito, de que:

- a) O notificador recebeu o consentimento por escrito do Estado de importação, e
- b) O notificador recebeu do Estado de importação confirmação da existência de um contrato entre o exportador e o eliminador, especificando a gestão ambientalmente segura e racional dos resíduos em questão.

4. Cada Estado de trânsito que seja Parte deverá de imediato acusar a recepção da notificação ao notifica-

dor. Pode subsequentemente responder ao notificador por escrito, dentro de 60 dias, consentindo o movimento com ou sem condições, negando permissão para o movimento ou exigindo informações adicionais. O Estado de exportação não permitirá que o movimento transfronteiriço comece enquanto não receber o consentimento por escrito do Estado de trânsito. Contudo, se em qualquer altura uma Parte decidir não exigir consentimento posterior por escrito, seja em geral ou sob certas condições, para os movimentos transfronteiriços de trânsito de resíduos perigosos ou de outros resíduos, ou modificar os seus requisitos neste aspecto, informará as Partes da sua decisão, de acordo com o artigo 13º.

Neste último caso, se não houver resposta do Estado de Exportação dentro de 60 dias após a recepção de uma notificação fornecida pelo Estado de trânsito, o Estado de exportação pode autorizar o prosseguimento da exportação do Estado de trânsito.

5. No caso de um movimento transfronteiriço de resíduos perigosos, em que os resíduos são legalmente definidos ou considerados como sendo unicamente perigosos:

- a) Pelo Estado de Exportação, as exigências do parágrafo 9 deste artigo que se aplicam ao importador ou eliminador e o Estado de Importação deverá aplicar *mutatis mutandis* ao exportador e ao Estado de exportação, respectivamente; ou
- b) Pelo Estado de importação, ou pelos Estados de importação e trânsito que sejam Partes, as exigências do parágrafos 1, 3, 4 e 6 deste artigo que se aplicam ao Exportador e Estado de Exportação serão aplicadas *mutatis mutandis* ao importador ou eliminador e Estado de importação respectivamente; ou,
- c) Por qualquer Estado que seja parte, as cláusulas do parágrafo 4 serão aplicadas a esse Estado.

6. O Estado de exportação pode, sujeito ao consentimento escrito dos Estados envolvidos, permitir que o produtor ou o exportador use uma notificação geral quando os resíduos perigosos e outros resíduos tenham as mesmas características físicas e químicas, sejam enviados regularmente para o mesmo eliminador via o mesmo posto aduaneiro de saída do Estado de exportação ou, no caso de trânsito, via o mesmo posto aduaneiro de entrada e saída ou Estados de trânsito.

7. Os Estados envolvidos podem dar o seu consentimento por escrito para o uso da notificação geral referida no parágrafo 6, sujeito ao fornecimento de certas informações, tais como as quantidades exactas, ou listas periódicas de resíduos perigosos ou de outros resíduos a serem despachados.

8. A notificação geral e a autorização escrita referida nos parágrafos 6 e 7 podem abranger diversas expedições de resíduos perigosos ou de outros resíduos durante um período máximo de 12 meses.

9. As Partes devem exigir que cada pessoa encarregue de um movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos, assine o documento do movimento, seja na entrega ou na recepção dos resíduos em questão. Também devem exigir que o eliminador informe o exportador e as autoridades competentes do Estado de exportação, da recepção por parte do eliminador dos resíduos em questão e, na devida altura, da conclusão da eliminação conforme esteja especificado

na notificação. Se tal informação não for recebida no Estado de exportação, a autoridade competente do Estado de exportação ou o exportador notificará então o Estado de importação.

10. A notificação e resposta exigidas neste artigo serão transmitidas à autoridade competente das partes envolvidas ou à autoridade governamental, como pode ser o caso das não-partes.

11. Qualquer movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos, será coberto por um seguro, caução ou outra garantia conforme for exigido pelo Estado de importação ou por qualquer Estado de trânsito que seja parte.

Artigo 7º

Movimento transfronteiriço a partir de uma parte e através de Estado que não são partes

O parágrafo 2 do artigo 6º da Convenção deve aplicar-se *mutatis mutandis* ao movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos a partir de uma parte e através de um Estado ou Estados que não sejam partes

Artigo 8º

Dever de reimportação

Quando um movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos, consentido pelo Estado envolvido e sujeito às cláusulas desta Convenção, não puder ser executado de acordo com os termos do contrato, o Estado de exportação terá que assegurar que os resíduos em questão sejam devolvidos ao Estado de exportação pelo exportador, se não houver alternativa e solução para a sua eliminação de um modo ambientalmente seguro e racional, dentro de 90 dias ou em qualquer outro período acordado pelo Estado envolvido, a partir da altura em que o Estado importador informou o Estado Exportador e o Secretariado. Assim, o Estado de exportação e qualquer Parte de trânsito não deve opor-se ou impedir o retorno destes resíduos para o Estado de exportação.

Artigo 9º

Tráfego ilícito

1. Para o objectivo desta Convenção, qualquer movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos:

- a) Sem notificação de todos os Estados envolvidos, segundo as cláusulas desta Convenção; ou
- b) Sem o consentimento do Estado envolvido, segundo as cláusulas desta Convenção; ou
- c) Com o consentimento obtido da parte dos Estados envolvidos através de falsificação, informações falsas ou fraude; ou
- d) Em que o material não esteja em conformidade com os documentos; ou
- e) Que resulte em eliminação deliberada (por ex: imersão no mar) de resíduos perigosos e de outros resíduos, de acordo com esta Convenção e com os princípios gerais do direito internacional, serão considerados tráfego ilícito.

2. No caso do movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos considerado ilícito como

resultado de actuação por parte do exportador ou do produtor, o Estado importador assegurar-se-á de que os resíduos em questão são:

- a) Devolvidos ao exportador ou ao produtor ou, se necessário, através dele próprio, para o Estado de exportação, ou, se for impraticável,
- b) São eliminados de outra maneira de acordo com as cláusulas desta Convenção, dentro de 30 dias a contar da altura em que o Estado de exportação foi informado acerca do tráfego ilícito ou a partir de qualquer outra altura acordada pelos Estados envolvidos. Assim, as Partes envolvidas não se oporão ou impedirão o retorno destes resíduos para o Estado de exportação.

3. No caso do movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos considerado tráfego ilícito, como resultado da actuação por parte do importador ou eliminador, o Estado de importação assegurar-se-á que os resíduos em questão são eliminados de uma forma ambientalmente segura e racional, pelo importador ou eliminador ou, se necessário, por ele mesmo dentro de 30 dias a contar da altura em que o tráfego ilícito despertou a atenção do Estado de importação ou desde qualquer outra altura acordada pelos Estados envolvidos. Assim, as Partes envolvidas cooperarão, se necessário na eliminação dos resíduos perigosos de uma forma ambientalmente segura e racional.

4. Nos casos em que a responsabilidade do tráfego ilícito não possa ser atribuída nem ao exportador nem ao produtor, nem ao importador, nem ao eliminador as partes envolvidas ou outras Partes, conforme o caso, assegurar-se-ão através de cooperação que os resíduos em questão são eliminados o mais depressa possível de uma forma ambientalmente segura, e racional, ou no Estado de exportação, ou no Estado de importação, ou em qualquer outro local, conforme for apropriado.

5. Cada Parte aplicará legislação nacional própria para prevenir e punir o tráfego ilícito. As Partes cooperarão com vista a cumprir os objectivos deste artigo.

Artigo 10º

Cooperação internacional

1. As partes devem cooperar entre si de modo a melhorar e a obter uma gestão ambientalmente segura e racional de resíduos perigosos e de outros resíduos.

2. Com esse fim, as partes devem:

- a) Sob pedido, tornar a informação acessível, seja numa base bilateral ou multilateral, com vista a promover a gestão ambiental de resíduos perigosos e de outros resíduos, incluindo a harmonização de técnicas e práticas padrão para a gestão adequada de resíduos perigosos e de outros resíduos;
- b) Cooperar na monitorização dos efeitos para a saúde humana e para o ambiente da gestão dos resíduos perigosos;
- c) Cooperar, de acordo com as suas leis nacionais, regulamentos e políticas, no desenvolvimento e implementação de novas tecnologias pouco poluentes ambientalmente seguras e racionais e na melhoria das já existentes, com vista à eliminação, tanto quanto possível, da produção de resíduos perigosos e de outros resíduos, e recolher métodos cada vez mais efectivos e eficientes para assegurar a

sua gestão de uma forma ambientalmente segura e racional, incluindo o estudo dos efeitos ambientais, económicos e sociais com vista à adopção dessas tecnologias novas e melhoradas;

- d) Cooperar activamente, de acordo com o seu direito interno, regulamentos e políticas, na transferência de tecnologia e sistemas de gestão relacionados com a gestão ambiental segura e racional de resíduos perigosos e de outros resíduos. Deve também haver uma cooperação para o desenvolvimento da capacidade técnica entre as partes, especialmente aqueles que possam necessitar e pedir assistência técnica neste campo;
- e) Cooperar no desenvolvimento de directrizes técnicas apropriadas e/ou código de prática.

3. As partes deverão empregar meios apropriados para a cooperação por forma a ajudar os países em desenvolvimento a cumprir os subparágrafos a), b), c), e d) e o parágrafo 2 do artigo 4º.

4. Tendo em conta as necessidades dos países em desenvolvimento, a cooperação entre as partes e as competentes organizações internacionais é encorajada a promover, *inter alia*, a consciencialização pública, o desenvolvimento da gestão ambientalmente segura e racional dos resíduos perigosos e dos outros resíduos e a adopção de novas tecnologias pouco poluentes.

Artigo 11º

Acordos bilaterais, multilaterais e regionais

1. Sem embargo, as cláusulas do artigo 4º, parágrafo 5, as partes podem entrar em acordos ou convénios regionais, bilaterais ou multilaterais no que respeita ao movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos com as partes ou não-partes, evitando que esses acordos se afastem da gestão ambiental de resíduos perigosos ou de outros resíduos, conforme os requisitos desta Convenção. Estes acordos ou convénios estabelecerão cláusulas que serão tão respeitadas como as da Convenção, tendo em atenção particularmente os interesses dos países em desenvolvimento.

2. As partes notificarão o Secretariado sobre quaisquer acordos ou tratados regionais, bilaterais ou multilaterais referidos no parágrafo 1, e dos que tenham sido entregues antes da entrada em vigor desta Convenção, para que o controlo do movimento transfronteiriço de resíduos perigosos e de outros resíduos se verifiquem inteiramente entre as Partes desses acordos. As cláusulas desta Convenção não afectarão os movimentos transfronteiriços que serão feitos segundo tais acordos, tentando que esses acordos sejam compatíveis com a gestão ambiental de resíduos perigosos e de outros resíduos, conforme os requisitos desta Convenção.

Artigo 12º

Consultas sobre responsabilidade

As partes devem cooperar com vista a adoptar, da forma mais facilmente realizável, um protocolo estabelecendo regras e procedimentos no campo da responsabilidade e compensação por danos resultantes do movimento transfronteiriço e eliminação de resíduos perigosos e de outros resíduos.

Artigo 13º

Transmissão de informação

1. As partes deverão, sempre que tiverem conhecimento de acidentes ocorridos durante o movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos, ou da sua eliminação, que acarretem riscos prováveis para a saúde humana ou para o ambiente noutros Estados, informar imediatamente esses Estados.

2. As partes devem informar-se mutuamente, através do Secretariado, das:

a) Alterações respeitantes à nomeação das autoridades competentes e/ou correspondentes, de acordo com o artigo 5;

b) Alterações das suas definições nacionais de resíduos perigosos conforme o artigo 3º;

e, o mais depressa possível, de:

c) Decisões tomadas por eles, não consentindo total ou parcialmente a importação de resíduos perigosos e de outros resíduos, para eliminação dentro da área abrangida pela sua legislação nacional;

d) Decisões tomadas por eles para limitar ou banir a exportação de resíduos perigosos e de outros resíduos;

e) Qualquer outra informação exigida, segundo o parágrafo 4 deste artigo.

3. As partes, de acordo com as leis e regulamentos nacionais, enviarão antes do final de cada ano, através do Secretariado, à Conferência das partes estabelecida segundo o artigo 15º, um relatório contendo a informação seguinte:

a) Autoridades competentes e correspondentes designados por elas, segundo o artigo 5;

b) Informação respeitante aos movimentos transfronteiriços de resíduos ou de outros resíduos em que estão envolvidas, incluindo:

(i) Quantidade de resíduos perigosos ou outros resíduos exportados, suas categorias, características, país de trânsito e método de eliminação, conforme tinha sido exposto na resposta à notificação;

(ii) Quantidade de resíduos perigosos e de outros resíduos importados, suas categorias, características, origem e métodos de eliminação;

(iii) Eliminações feitas incorrectamente;

(iv) Esforços para reduzir a quantidade de resíduos perigosos e de outros resíduos, sujeitos ao movimento transfronteiriço;

c) Informação sobre as medidas adoptadas por elas na implementação desta Convenção;

d) Informação de estatísticas qualificadas disponíveis, compiladas por elas, sobre os efeitos para a saúde humana e para o ambiente, da produção, transporte e eliminação de resíduos perigosos e de outros resíduos;

e) Informação respeitante aos acordos e tratados regionais, bilaterais e multilaterais, conformes com o artigo 11º desta Convenção;

f) Informação sobre acidentes ocorridos durante o

movimento transfronteiriço e a eliminação de resíduos perigosos ou de outros resíduos, bem como medidas tomadas para esse fim;

- g) Informação sobre opções de eliminação realizadas dentro da sua área de jurisdição nacional;
- h) Informação sobre as medidas tomadas para o desenvolvimento de tecnologias para a redução e/ou eliminação da produção de resíduos perigosos ou outros resíduos; e
- i) Outros assuntos que a Conferência das partes possa julgar relevantes.

4. As partes, de acordo com os regulamentos e leis nacionais, assegurar-se-ão que as cópias de cada notificação respeitantes ao movimento transfronteiriço de resíduos perigosos ou de outros resíduos e respectiva resposta, sejam enviados ao Secretariado, sempre que uma Parte considere que o seu ambiente pode ser afectado por esses movimentos transfronteiriços.

Artigo 14

Aspectos financeiros

1. As partes concordam que deveriam ser criados centros regionais ou sub-regionais para as transferências de formação e de tecnologia respeitante à gestão ambiental de resíduos perigosos e outros resíduos, e para a minimização da sua produção, de acordo com as necessidades específicas das regiões e sub-regiões. As partes devem decidir sobre o estabelecimento de mecanismos financeiros apropriados de natureza voluntária.

2. As Partes deverão considerar, numa base provisória, a criação de um fundo rotativo para assistência em caso de situações de emergência com vista a minimizar danos provocados por acidentes resultantes dos movimentos transfronteiriços de resíduos perigosos e de outros resíduos, ou durante a eliminação desses resíduos.

Artigo 15

Conferência das partes

1. A Conferência das Partes é criada por este meio. A 1ª reunião da Conferência das partes deverá ser convocada pelo Director Executivo do PNUA, nunca mais que um ano após a entrada em vigor desta Convenção. Depois disso, as reuniões ordinárias da Conferência das partes serão marcadas com intervalos regulares a determinar na sua 1ª reunião.

2. As reuniões extraordinárias da Conferência das partes poderão ser marcadas para outras alturas conforme a Conferência achar necessário, ou através de pedido escrito de qualquer das Partes, para que dentro de 6 meses após a data do pedido lhes ter sido comunicado pelo Secretariado, seja apoiado por pelo menos, um terço das Partes.

3. A Conferência das Partes será feita de comum acordo e adoptará regras de procedimento para ela própria para e qualquer órgão subsidiário que ela possa estabelecer, bem como regras financeiras para determinar, em particular, a participação financeira das partes sob esta Convenção.

4. As Partes, na sua primeira reunião considerarão quaisquer medidas adicionais necessárias que as ajude no cumprimento das suas responsabilidades no que respeita à protecção e preservação do ambiente marítimo, no contexto desta Convenção.

5. A Conferência das Partes deve manter sob revisão e avaliação contínuas a implementação efectiva desta Convenção e, adicionalmente, deve:

- a) Promover a harmonização de políticas, estratégias e medidas apropriadas para minimizar danos para a saúde humana e para o ambiente, causados pelos resíduos perigosos ou por outros resíduos;
- b) Considerar e adoptar, conforme os requisitos, emendas a esta Convenção e seus anexos, tendo em consideração, *inter alia*, informações ambientais, económicas, técnicas e científicas fiáveis;
- c) Considerar e empreender qualquer acção adicional que possa ser pedida para a realização das cláusulas desta Convenção no que respeita à experiência ganha nos seus actos e na vigência dos acordos e convénios considerados no artigo 11;
- d) Considerar e adoptar protocolos conforme for exigido; e
- e) Criar os órgãos subsidiários que julgue necessários para a implementação desta Convenção.

6. As Nações Unidas, as suas agências especializadas, bem como qualquer outro Estado não Parte desta Convenção, podem ser representados como observadores na Conferência das Partes. Qualquer outro órgão ou agência, seja nacional ou internacional, governamental ou não, qualificado na área relacionada com os resíduos perigosos e outros resíduos, que tenha informado o Secretariado do seu desejo representado como um observador na reunião da Conferência das Partes, pode ser aceite, a não ser que pelo menos um terço das partes desaprove. A admissão e participação de observadores estará sujeita a regras e procedimentos adoptados pela Conferência das Partes.

7. A Conferência das Partes deve empreender 3 anos depois da entrada em vigor desta Convenção, e pelo menos de 6 em 6 anos após, uma avaliação da sua efectividade e, se achar necessário, considerar a interdição por completo ou parcialmente dos movimentos transfronteiriços de resíduos perigosos e de outros resíduos, com fundamento nas últimas informações científicas, técnicas, económicas e ambientais.

Artigo 16º

Secretariado

1. As funções do Secretariado devem ser:

- a) Preparar e organizar as reuniões previstas nos artigos 15º e 17º;
- b) Preparar e transmitir relatórios baseados em informações recebidas de acordo com os artigos 3º, 4º, 6º, 11º e 13º, bem como sobre as informações das reuniões dos órgãos subsidiários estabelecidos conforme o artigo 15, e bem assim as informações fornecidas por entidades relevantes intergovernamentais e não governamentais;
- c) Preparar relatórios sobre as suas actividades baseadas na implementação das suas funções ao abrigo desta convenção e apresentá-las à Conferência das Partes;

- d) Assegurar a coordenação necessária com organismos internacionais relevantes, e em particular participar nos acordos administrativos e contratuais, exigidos para o efectivo desempenho das suas funções.
- e) Comunicar com os correspondentes e com as autoridades competentes estabelecidas pelas partes, de acordo com artigo 5º desta convenção;
- f) Recolher a informação disponível sobre os locais nacionais autorizados e instalações das partes para a eliminação dos seus resíduos perigosos e de outros resíduos e para divulgar esta informação entre as partes;
- g) Receber e transmitir informação de e para as partes sobre:
- Origem da assistência técnica e formação;
 - Experiência técnica e conhecimento científico;
 - Origens da assessoria e peritagem; e
 - Disponibilidade de recursos com vista, se assim fôr pedido, a dar-lhes assistência, em áreas tais como;
 - Utilização do sistema de notificação desta Convenção;
 - Gestão de resíduos perigosos e de outros resíduos;
 - Tecnologias ambientalmente seguras e racionais, relacionadas com resíduos perigosos e outros resíduos, tais como tecnologias limpas e pouco polventes;
 - Avaliação das capacidades e dos locais de eliminação;
 - Monitorização de resíduos perigosos e de outros resíduos; e
 - Respostas de emergência;
- h) Proporcionar às Partes, sob pedido, de acordo com informação dos consultores ou firmas de consultoria, que tenham competência técnica na matéria para assim poderem ajudar a verificar a notificação de um movimento transfronteiriço, a ocorrência de uma expedição de resíduos perigosos ou de outros resíduos, com a notificação necessária, e/ou o facto das instalações de eliminação propostas para resíduos perigosos ou outros resíduos sejam ambientalmente seguras e racionais, caso tenham razões para pensar que os resíduos em questão não serão geridos de uma maneira ambientalmente sã. Nenhuma destas inspecções será custeada pelo Secretariado;
- i) Ajudar as Partes, se assim o requererem, na identificação de casos de tráfego ilícito e comunicar imediatamente para os Estados envolvidos qualquer informação que tenha sido recebida respeitante a esse mesmo tráfego ilícito;
- j) Cooperar com as Partes e com as organizações e organismos internacionais competentes na procura de peritos e equipamento para uma rápida assistência aos Estados no caso de surgir alguma situação de emergência; e

- k) Desempenhar outras funções necessárias para o cumprimento dos objectivos desta Convenção, de acordo com o determinado na Conferência das Partes.

2. As funções do Secretariado serão geridas provisoriamente pelo PNUA até à conclusão da 1ª reunião da Conferência das Partes, de acordo com o artigo 15.

3. Na sua 1ª reunião, a Conferência das Partes designará o Secretariado de entre aquelas organizações intergovernamentais competentes que possam expressar a sua boa vontade em executar as funções de Secretariado desta Convenção. Nessa reunião, a Conferência das Partes avaliará as funções a ele atribuídas, em particular ao abrigo do parágrafo 1 supra, e decidirá quais as estruturas apropriadas para essas funções.

Artigo 17º

Emendas à Convenção

1. Qualquer Parte pode propôr emendas a esta Convenção e qualquer Parte de um protocolo pode igualmente propôr emendas a esse protocolo. Essas emendas terão em conta, entre outras, considerações técnicas e científicas relevantes.

2. As emendas a esta Convenção serão adoptadas na reunião da Conferência das Partes. As emendas a qualquer protocolo serão aceites numa reunião das Partes do protocolo em questão. O texto de qualquer proposta de emenda a esta Convenção ou a algum protocolo, excepto quando fôr outro o procedimento contemplado, no protocolo em questão, será comunicada pelo Secretariado, às Partes pelo menos 6 meses antes da reunião a que é proposta para adopção. O Secretariado comunicará também as emendas propostas aos signatários desta Convenção.

3. As Partes esforça-se-ão por conseguir por consenso acordos sobre as emendas propostas a esta Convenção. Se não chegarem a acordo e não houver por isso nenhuma concordância, a emenda será em último recurso aceite por uma maioria de 3/4 de votos das Partes presentes e votantes, sendo então submetida pelo Depositário a todas as Partes para ratificação, aprovação, confirmação formal e aceitação.

4. O procedimento referido no parágrafo 3 atrás mencionado, aplicar-se-á às emendas de qualquer protocolo, exceptuando que uma maioria de 2/3 das Partes presentes a votantes nesse protocolo basta para a sua aceitação.

5. Os instrumentos de ratificação, aprovação, confirmação formal ou aceitação das emendas devem ser depositados no Depositário. As emendas aceites de acordo com os parágrafos 3 e 4 supra mencionados entrarão em vigor entre as Partes no 9º dia após recepção pelo Depositários dos documentos de ratificação, aprovação, confirmação formal e aceitação do protocolo em questão, desde que haja aceitação de pelo menos 3/4 das Partes, excepto quando fôr outro o procedimento contemplado no protocolo em questão. As emendas entrarão em vigor para qualquer outra Parte no 9º dia após a Parte depositar os seus instrumentos de ratificação, aprovação, confirmação formal e aceitação das emendas.

6. Para a finalidade deste artigo, "Partes presentes e votantes" significa Partes presentes e com direito de voto afirmativo ou negativo.

Artigo 18º

Aceitação e Emendas de Anexos

1. Os anexos a esta Convenção ou a qualquer protocolo constituíram parte integrante desta Convenção ou desse protocolo, conforme o caso e, a não ser que expressamente prevista de outro modo, a referência a esta Convenção ou a esses protocolos constitui ao mesmo tempo uma referência a qualquer anexo que ela faça parte. Esses anexos só dirão respeito a assuntos técnicos, científicos ou administrativos.

2. Excepto quando fôr outro o procedimento contemplado em qualquer protocolo em relação aos seus anexos, os procedimentos seguinte aplicar-se-ão à proposta, aceitação e entrada em vigor dos anexos a esta Convenção ou dos anexos adicionais de um protocolo:

- a) Os anexos a esta Convenção e aos seus protocolos serão propostos e aceites de acordo com o artigo 17º, parágrafos 2, 3 e 4;
- b) Qualquer Parte que não possa aceitar um anexo adicional a esta Convenção ou um anexo a um protocolo para a qual é parte, deverá notificar o Depositário, por escrito, dentro de 6 meses após a data da comunicação da aceitação pelo Depositário. O Depositário notificará sem demora todas as Partes da notificação recebida. Uma Parte pode em qualquer altura substituir uma aceitação por uma declaração prévia de oposição e os anexos entrarão imediatamente em vigor para essa Parte;
- c) No prazo de 6 meses após a data da divulgação da comunicação pelo Depositário, o anexo tornar-se-á efectivo para todas as Partes desta Convenção ou de qualquer protocolo a que diz respeito, que não tenham submetido uma notificação de acordo com o parágrafo b), acima mencionado.

3. A proposta, aceitação e entrada em vigor das emendas aos anexos a esta Convenção ou a qualquer protocolo estarão sujeitas aos mesmos procedimentos que a proposta, aceitação e entrada em vigor dos anexos desta Convenção ou dos anexos de um protocolo. Os anexos e as emendas terão assim que ter em conta, *inter alia*, importantes considerações técnicas e científicas.

4. Sem anexo adicional ou uma emenda a um anexo implica uma emenda a esta Convenção ou a qualquer protocolo, o anexo adicional ou o anexo emendado não entrarão em vigor, enquanto a emenda a esta Convenção ou ao protocolo entrarem em vigor.

Artigo 19º

Verificação

Qualquer Parte que tenha motivos para crer que uma outra Parte esteja a cometer ou tenha cometido infracções às obrigações desta Convenção, pode informar o Secretariado desse facto e poderá simultaneamente e imediatamente informar, directamente ou através do Secretariado, a Parte contra quem as alegações são feitas. Todas essas informações pertinentes serão transmitidas pelo Secretariado às Partes.

Artigo 20º

Resolução de Conflitos

1. Em caso de conflito entre as Partes respeitante à interpretação aplicação, ou cumprimento, esta Convenção ou qualquer protocolo, elas deverão procurar uma resolução para o conflito através da negociação ou de qualquer outro meio pacífico à sua própria escolha.

2. Se as Partes envolvidas não resolverem o seu conflito através dos meios mencionados no parágrafo precedente, o conflito será, caso as Partes concordem, submetida ao Tribunal Internacional de Justiça ou à arbitragem, de acordo com as condições descritas no Anexo sobre a de Arbitragem. Contudo, o fracasso na conclusão de um acordo comum quando à submissão do conflito ao Tribunal Internacional de Justiça, ou à arbitragem não absolverá as Partes da responsabilidade de continuar a tentar resolver o conflito, de acordo com os meios mencionados no parágrafo 1.

3. Um Estado ou organização de integração política e/ou económica quando ratificar, aceitar, aprovar, confirmar formalmente ou aderir a esta Convenção ou em qualquer altura depois disso, pode declarar que reconhece como obrigatório *ipso facto* e sem acordo especial, administrativo em relação a qualquer Parte a mesma obrigação:

- a) A submissão do conflito ao Tribunal Internacional de Justiça; e/ou
- b) A arbitragem de acordo com os procedimentos estabelecido no Anexo VI.

Esta declaração deve ser notificada por escrito ao Secretariado, que a comunicará às Partes.

Artigo 21º

Assinatura

Esta Convenção será aberta para assinatura pelos Estados, pela Namíbia, representada pelo Conselho das Nações Unidas para a Namíbia, e pelas Organizações de integração política e/ou económica, em Basileia em 22 de Março de 1989, no Departamento Federal dos Negócios Estrangeiros da Suíça em Berne desde 23 de Março de 1989 a 30 de Junho de 1989 e na Sede das Nações Unidas em Nova Iorque de 1 de Julho de 1989 a 22 de Março de 1990.

Artigo 22º

Ratificação, Aceitação, Confirmação Formal ou Aprovação

1. Esta Convenção estará sujeita a ratificação, aceitação e aprovação pelos Estados e pela Namíbia, representada pelo Conselho das Nações Unidas para a Namíbia, e a confirmação formal ou aprovação pelas organizações de integração económica e/ou política. Os instrumentos de ratificação, aceitação, confirmação formal ou aprovação, serão depositados no Depositário.

2. Qualquer organização referida no parágrafo 1 acima mencionado, que se torne uma Parte desta Convenção, sem ter nenhum dos seus Estados Membros como Parte, será abrangido por todas as obrigações desta Convenção. No caso de nestas organizações, existir um ou mais Estados Membros que sejam Partes da Convenção, a organização e os seu Estados Membros decidirão quais as suas responsabilidades para o cumprimento das obrigações desta Convenção. Nestes casos, a organização e os Estados Membros não exercerão direitos concorrentemente no âmbito da Convenção.

3. Nos seus documentos de confirmação formal ou aprovação, as organizações referidas no parágrafo 1 acima mencionado, declararão a extensão da sua competência relativamente aos assuntos contemplados pela Convenção. Estas organizações informarão também o Depositário, que informará as Partes de qualquer modificação importante respeitante ao alcance das suas competências.

Artigo 23º

Adesão

1. Esta Convenção será aberta para adesão pelos Estados, pela Namíbia, representada pelo Conselho das Nações Unidas para a Namíbia e por organizações de integração económica e/ou política, a partir da data em que a Convenção fechou para assinatura. Os instrumentos de adesão serão depositados no Depositário.

2. Nos seus instrumentos de adesão, as organizações referidas no parágrafo 1 supra, declararão a extensão da sua competência respeitante aos assuntos contemplados pela Convenção. Estas organizações informarão o Depositário de qualquer alteração importante relacionada com o desempenho das suas competências.

3. As cláusulas do artigo 22º, parágrafo 2, aplicar-se-ão às organizações de integração económica e/ou política, que adiram a esta Convenção.

Artigo 24º

Direito de voto

1. Excepto para o contemplado no parágrafo 2, qualquer parte Contratante desta Convenção terá um voto.

2. As organizações de integração económica e/ou política, de acordo com a sua competência, e segundo o artigo 22º, parágrafo 3, e Artigo 23, parágrafo 2, exercerão o seu direito de voto com um número de votos igual ao número dos seus Estados membros que sejam Partes da Convenção ou do respectivo protocolo. Estas organizações não exercerão o seu direito de voto se os seus Estados membros exercerem o deles e vice-versa.

Artigo 25º

Entrada em vigor

1. Esta Convenção entrará em vigor no nonagésimo dia após a data do depósito do vigésimo instrumento de ratificação, aceitação, confirmação formal, aprovação, ou adesão.

2. Para cada Estado ou organização de integração económica e/ou política que ratifique, aceite, aprove ou confirme formalmente esta Convenção ou com ela adira após a data do depósito vigésimo instrumento de ratificação, aceitação, aprovação e confirmação formal ou adesão, a entrada em vigor, será no nonagésimo dia após a data do depósito do instrumento de ratificação, aceitação, aprovação, confirmação formal ou adesão feito por esse Estado ou organização de integração económica e/ou política.

3. Para o cumprimento dos parágrafos 1 e 2 acima mencionados, qualquer instrumento depositado por uma organização de integração económica e/ou política, não será tido como adicional aos depositados pelos Estados membros dessa organização.

Artigo 26º

Reservas e declarações

1. Não podem ser feitas quaisquer reservas ou excepções a esta Convenção.

2. O parágrafo 1 deste artigo não impede um Estado ou organização de integração política e/ou económico, quando assinar, ratificar, aceitar, aprovar ou confirmar formalmente ou aderir a esta Convenção, de fazer declarações, mesmo que expressas ou nomeadas, com vista, interaliada à harmonização das suas leis e regulamentos com as cláusulas desta Convenção, desde que essas declarações não tenham por objectivo excluir ou alterar os efeitos legais das cláusulas da Convenção quando da sua aplicação a esse Estado.

Artigo 27º

Denúncia e recesso

1. Em qualquer altura após 3 anos da entrada em vigor desta Convenção para uma Parte, poderá essa mesma Parte denunciar ou proceder ao recesso da Convenção através da entrega de notificação escrita ao Depositário.

2. A denúncia ou recesso será efectiva um ano após a recepção da notificação pelo Depositário, ou numa data posterior, conforme estiver estipulado na notificação.

Artigo 28º

Depositário

O Secretário-Geral das Nações Unidas será o Depositário desta Convenção e de qualquer protocolo com ela relacionada.

Artigo 29º

Textos autênticos

Os textos originais desta Convenção em Árabe, Chinês, Inglês, Francês, Russo e Espanhol são igualmente autênticos.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para este efeito, firmaram a presente Convenção.

ANEXO I

Categorias de resíduos a ser controlados

Resíduos Correntes:

Y1 Resíduos clínicos resultantes de tratamentos médicos em hospitais, Centros médicos e clínicos.

Y2 Resíduos provenientes da produção e preparação de produtos farmacêuticos.

Y3 Resíduos de medicamentos e produtos farmacêuticos.

Y4 Resíduos provenientes, preparação de bioácidas e de produtos fitofarmacêuticos.

Y5 Resíduos resultantes da produção, preparação e utilização de produtos preservadores da madeira.

Y6 Resíduos resultantes da produção, preparação e utilização de solventes orgânicos.

Y7 Resíduos de tratamentos térmicos e de operações de têmpera, contendo cianetos.

Y8 Resíduos de óleos minerais impróprios para o seu uso original.

Y9 Resíduos de misturas e emulsões de óleos/águas ou hidrocarbonetos/água.

Y10 Resíduos ou substâncias residuais e produtos contendo ou contaminados com Bifenilos Policlorados (PCBs) e/ou Terfenilos Policlorados (PCTs) e/ou Bifenilos Polibromados (PBBSs).

Y11 Resíduos à base de alcatrão, provenientes de tratamentos de refinação, destilação ou qualquer pirolyse.

Y12 Resíduos provenientes da produção, preparação e utilização de tintas, corantes, pigmentos, pinturas, lacas e vernizes.

Y13 Resíduos da produção, preparação e utilização de resinas, latex, plastificantes, gomas, adesivos.

Y14 Resíduos de substâncias químicas não identificadas e/ou novas, provenientes de actividades de investigação e de desenvolvimento e ensino, e cujos efeitos sobre o homem e/ou ambiente se desconhecem.

Y15 Resíduos de natureza explosiva quando abrangidos por outra legislação.

Y16 Resíduos resultantes da produção, preparação e utilização de produtos químicos e materiais fotográficos.

Y17 Resíduos resultantes do polimento de superfícies de metais e plásticos.

Y18 Resíduos resultantes de operações de eliminação de resíduos industriais.

Resíduos tendo como constituintes:

Y19 Carbonilos metálicos.

Y20 Berílio e seus compostos.

Y21 Compostos de crómio hexavalente.

Y22 Compostos de cobre.

Y23 Compostos de zinco.

Y24 Arsénio e seus composto.

Y25 Selénio e seus compostos.

Y26 Cádmio e seus compostos.

Y27 Antimónio e seus compostos.

Y28 Telúrio e seus compostos.

Y29 Mercúrio e seus compostos.

Y30 Tálío e seus compostos.

Y31 Chumbo e seus compostos.

Y32 Compostos inorgânicos de flúor, excepto o fluoreto de cálcio.

Y33 Cianetos inorgânicos.

Y34 Soluções ácidas ou ácidos sob forma sólida.

Y35 Soluções básicas ou bases sob forma sólida.

Y36 Amianto (pós ou fibras).

Y37 Compostos orgânicos de fósforo.

Y38 Cianetos orgânicos.

Y39 Fenóis e compostos de fenolicos incluindo os clorofenóis.

Y40 Éteres.

Y41 Solventes orgânicos halogenados.

Y42 Solventes orgânicos não halogenados.

Y43 Produtos da família do policlorodibenzofurano.

Y44 Produtos da família do policlorodibenzo-p-dioxina.

Y45 Compostos organo-halogenados excepto os referidos no presente (Y39, Y41, Y42, Y43 e Y44).

ANEXO II

Categorias de resíduos requerendo especial atenção

Y46 Resíduos recolhidos em habitações.

Y47 Resíduos resultantes da incineração de resíduos domésticos.

ANEXO III

Lista de características perigosas

Classe ONU* Código Características

1 H1 Explosivo

Uma substância ou resíduo explosivo é uma substância ou resíduo sólido ou líquido ou mistura de substâncias e/ou resíduos) que possuem a capacidade própria de por reacção química produzir gaz a uma temperatura, pressão e velocidade tal que possam provocar danos nas zonas envolventes.

3 H3 Inflamável.

Líquidos inflamáveis são líquidos, misturas de líquidos, ou líquidos contendo sólidos em solução ou suspensão (Por Ex. tintas, vernizes, lacas, etc, não incluindo substâncias ou resíduos classificados de outra maneira devido às suas características de perigosidade), que libertem vapores inflamáveis a temperaturas não superiores a 60.5º, no caso de ensaios em vaso ou não superiores a 65.6º, ensaios em vaso, uma vez que os resultados dos ensaios em vaso não são rigorosamente comparáveis, e tendo em atenção que frequentemente os resultados obtidos por um mesmo método variam entre si: as regulamentações que se afastem dos valores acima mencionados, de modo a terem em conta as referidas diferenças, são consideradas compatíveis com o espírito desta definição.

4.1 H4.1 Sólidos inflamáveis.

Materiais ou resíduos sólidos, exceptos os classificados como explosivos, que sob as condições de transporte são facilmente inflamáveis, podendo através de fricção causar ou contribuir para incêndio.

4.2 H4.2 Substâncias ou resíduos espontaneamente inflamáveis.

Substâncias ou resíduos que são susceptíveis de aquecimento espontâneo sob as condições normais de transporte, ou de aquecimento em contacto com o ar, podendo assim inflamar-se.

4.3 H4.3 Substâncias ou resíduos, que em contacto com água, libertam gases inflamáveis.

Substâncias ou resíduos, que por reacção com água, são susceptíveis de se inflamarem espontaneamente ou de emitirem gases inflamáveis em quantidades perigosas.

* Corresponde ao sistema de classificação de perigo incluído nas recomendações das Nações Unidas para o transporte de mercadorias perigosas (ST/SG/AC.10/1/REV.5, Nações Unidas, Nova Iorque.

5.1 H5.1 Comburentes.

Substâncias ou resíduos que sem serem elas próprias, podem em geral ao ceder oxigénio, causar ou contribuir para a combustão de outros materiais.

5.2 H5.2 Peróxidos orgânicos.

Substâncias ou resíduos orgânicos que contendo a estrutura bivalente o-o, são termicamente instáveis, que podendo sofrer de composição exotérmica sub-acelerada.

6.1 H6.1 Substâncias tóxicas (agudas).

Substâncias ou resíduos que por ingestão ou via cutânea, podem prejudicar a saúde humana, provocar lesões graves ou mesmo a morte.

2 H6.2 Substâncias infecciosas.

Substâncias ou resíduos que contêm micro organismos vivos ou suas toxinas em relação aos quais se sabe ou se tem boas razões para crer que causam doenças no homem ou nos animais.

H.8 Corrosivos.

Substâncias ou resíduos, que por acção química, causam lesões graves quando em contacto com técnico vivo, ou que no caso derrame, podem danificar seriamente ou destruir outras ou mesmo o meio de transporte, podendo ainda provocar outros perigos.

9 H.10 Substâncias que liubertam de gases tóxicos quando em contacto com ar ou água.

Substâncias ou resíduos, que por reacção com o ar ou a água, são susceptíveis de emitir gases tóxicos em quantidades perigosas.

9 H.11 Substâncias tóxicos (Com efeitos retardados).

Substâncias ou resíduos, que por inalação ingestão ou via cutânea, podem provocar efeitos retardados ou crónicos, incluindo cancerígenos.

9 H.12 Substâncias Ecotóxicos.

Substâncias ou resíduos que apresentam ou podem apresentar riscos imediatos ou diferidos para o ambiente, por bioacumulação e/ou efeitos tóxicos sobre sistemas bióticos.

9 H.13 Substâncias que após a sua eliminação, podem de alguma forma, dar origem a outras substâncias, como por exemplo um produto de lixiviação, que possua qualquer uma das características acima mencionadas.

Métodos de Ensino

Os perigos potenciais colocados por certos tipos de resíduos, não estão ainda totalmente conhecidos, não existindo ainda métodos que permitam definir quantitativamente estes perigos. É necessária uma investigação adicional com o fim de desenvolver processos para caracterizar os perigos potenciais colocados ao homem e/ou ao meio ambiente por estes resíduos. Métodos de ensaio normalizados têm sido desenvolvidos relativamente a substâncias e materiais puros. Muitos países desenvolveram métodos nacionais, que podem ser aplicados aos materiais mencionados no anexo I, para se decidir se esses materiais apresentam algumas das características descritas no presente anexo.

ANEXO IV

Operações de Eliminação

A. Operações que não conduzem à possibilidade de recuperação, reciclagem, regeneração, reutilização directa ou usos alternativos de resíduos.

A secção A engloba todas as operações de eliminação ocorridas na pratica.

D1 Deposição sobre ou sob o solo (ex. aterro)

D2 Tratamento em meio terrestre (por ex. biodegradação de resíduos líquidos ou lamas nos solos).

D3 Injecção em profundidade (por ex. injeções de resíduos bombeáveis em poços, domos de sal ou falhas geológicas naturais).

D4 Langunagem (por ex. descarga de resíduos líquidos ou de lamas em poços lagoas ou bacias).

D5 Depósito em aterro especialmente preparado (por ex. colocação em selas estanques revestidas e isoladas entre si e do meio ambiente).

D6 Descarga no meio aquático com excepção nos mares/oceanos .

D7 Imersão em meio marítimo, incluindo enterramento no subsolo marítimo.

D8 Tratamento biológico não especificado nouro ponto deste anexo donde resultem compostos ou misturas que são eliminados de acordo com uma das operações mencionadas nesta secção.

D9 Tratamento físico-químico não especificado nouro ponto deste anexo donde resultem compostos ou misturas que são eliminados por uma das operações mencionadas nesta secção (por ex. a evaporação secagem e calcinação, neutralização, precipitação).

D10 Incineração em terra.

D11 Incineração no mar.

D12 Armazenagem permanente (por ex. colocação de contentores em minas).

D13 Mistura prévia realizada antes de qualquer das operações referidas nesta secção.

D14 Recondicionamento realizado antes de qualquer das operações referidas nesta secção.

D15 Armazenagem prévia realizada antes de qualquer das operações referidas nesta secção.

B. Operações que podem conduzir à recuperação, reciclagem, regeneração, reutilização directa ou usos alternativos nos resíduos.

A secção B engloba todas as operações relacionadas com produtos considerados ou definidos legalmente como resíduos perigosos e que de outra maneira, teriam sido destinados a operações incluídas na secção A.

R1 Utilização como combústivel ou outro meio de produção de energia excepto a incineração directa.

R2 Valorização de solventes.

R3 Valorização de substâncias orgânicas, não utilizadas como solventes.

R4 Valorização de metais ou compostos metálicos.

R5 Valorização de outros materiais inorgâncoa.

R6 Valorização de ácidos ou bases.

R7 Valorização de produtos utilizados para a captação de polventes.

R8 Valorização de produtos provinientes dos catalisadores.

R9 Valorização de óleos usados.

R10 Epalhamento no solo em beneficio da agricultura ou da ecologia.

R11 Utilização de resíduos provenientes de qualquer uma das operações enumeradas de R1 a R10.

R12 Troca de resíduos para serem submetidos a qualquer das operações enumeradas de R1 a R12.

R13 Armazenagem de materiaia com o fim de serem submetidos a uma das operações referidas nesta secção.

ANEXO V-A

Informações ser fornecidas aquando da Notificação

1. Razões para a exportação de resíduos.
2. Exportador dos resíduos 1/.
3. Produtor(s) do(s) resíduo(s) e local de produção 1/.
4. Eliminador dos resíduos e local efectivo da eliminação 1/.
5. Transportador(s) previstos dos resíduos ou seus agentes, se conhecidos 1/.
6. País exportador dos resíduos Autoridade Competente 2/.
7. Países de trânsito previstos Autoridade Competente.
8. País importador do resíduo Autoridade Competente.
9. Notificação simples ou geral.
10. Data(s) prevista(s) para o(s) carregamento(s) e período de tempo durante o qual os resíduos serão exportados e itinerário previstos (incluindo pontos de entrada e de saída).
11. Meios de transporte previstos (terrestre, ferroviário, marítimo, aéreo e navegação interior).
12. Informação relativa e seguros 4/.
13. Designação e descrição física dos resíduos, incluindo o número Y da OCE e o número ONU, a sua composição 5/ e informação sobre alguns requisitos especiais de manejo, incluindo disposições de emergências em caso de acidente.
14. Tipo de embalagem prevista (Por ex. carga granel, bidons cisternas).
15. Quantidade estimada em peso/volume 6/.
16. Processo pelo qual o resíduo é produzido 7/.
17. Para resíduos mencionados no anexo I, classificações do anexo III: características de perigosidade, número H e classe ONU.
18. Método de eliminação conforme anexo IV.
19. Declaração do produtor e exportador em como a informação está correcta.
20. Informação transmitida (incluindo a descrição técnica da instalação) ao exportador ou produtor pelo eliminador dos resíduos, segundo o qual este último afirma não haver razão para acreditar que os resíduos não irão ser geridos de uma maneira ecologicamente racional e eficaz, de acordo com as leis e regulamentos do país de importação.
21. Informação relativa ai contrato entre o exportador e o eliminador.

NOTAS

1. Nome, morada, telefone, telex ou telefax completos e nome, morada, telefone, telex ou telefax de pessoa a contactar.

2. Nome, morada, telefone, telex ou telefax completos.

3. Em caso de notificação geral que abranja vários movimentos indicar as datas previstas, para cada um dos movimentos, ou se desconhecidas a frequência prevista dos mesmos.

4. Informação a fornecer sobre disposições pertencentes reactivas aos seguros, bem como a forma, como o exportador, transportador e eliminador as comprem.

5. Indicar a natureza e concentração dos constituintes mais perigosos, em termos de toxicidade e outros perigos provenientes dos resíduos, tanto relativamente à sua manipulação como aos métodos de eliminação proposto.

6. No caso de notificação geral, abrangendo vários movimentos, quer a quantidade total estimada como as quantidades estimadas para cada um dos movimentos.

7. Na medida em que são necessárias para avaliação os riscos e determinar a viabilidade de operação de eliminação proposta.

ANEXO V-B

Informações a fornecer no documento relativo ao movimento.

1. Exportador dos resíduos 1/.
2. Produtor(s) do(s) resíduo(s) e local de produção 1/.
3. Eliminador dos resíduos e local efectivo de eliminação 1/.
4. Transportador(s) do(s) resíduo(s) 1/ ou seu agente (5).
5. Sujeito a notificação simples ou geral.
6. Data do inicio do movimento transfronteiriço, data(s) e assinatura de recepção de cada um dos intervenientes no mesmo.
7. Meios de transporte (terrestre, ferroviário, navegação interior, marítimo, aéreo), incluindo países de exportação, trânsito ou de importação bem como os pontos de entrada e saída.
8. Descrição geral dos resíduos (estado físico, nome e classe de expedição ONU, número Y (OCDE) e número H se aplicável)
9. Informação sobre os requisitos especiais de manipulação incluindo as disposições de emergência em caso de acidente.
10. Tipo e número de embalagens.
11. Quantidade em peso/ volume
12. Declaração do produtor ou exportador certificando a exactidão das informações prestadas.
13. Declaração do produtor ou exportador certificando a ausência de objecção por parte das autoridades competentes de todos os Estados envolvidos, que sejam partes.
14. Certificado do eliminador acusando a recepção na instalação de eliminação designada e indicação do método de eliminação e data aproximada dessa eliminação.

NOTAS

As informações a fornecer no documento do movimento deverão, sempre que possível, ser integradas no mesmo documento em que se fornecem as informações exigidas pela regulamentação de transporte.

Em caso de impossibilidade, estas informações deverão completar e não repetir as exigidas por essa regulamentação de transporte. O documento do movimento deve conter instruções sobre pessoas que se encontram habilitadas a fornecer informações e a preencher os formulários.

1/ Nome, morada, telefone, telex e telefax completos, bem como nome, morada, telefone e da pessoa a ser contactada em caso de emergência.

ANEXO VI

Arbitragem

Artigo 1º

A menos que o acordo referido no artigo 20 da convenção, mencione algo diferente, o procedimento da arbitragem será conduzido de acordo com os artigos 2 e 10 abaixo descritos.

Artigo 2º

A Parte reclamante notificará o Secretariado de que as Partes concordaram em submeter o conflito à arbitragem, de acordo com o parágrafo 2 e 3 do artigo 20º e, em particular, incluir, os artigos da Convenção, da interpretação ou aplicação que estão em causa. O Secretariado transmitirá então a informação recebida a todas as Partes da Convenção.

Artigo 3º

O tribunal arbitral será composto por 3 membros. Cada uma das Partes nomeará um árbitro, e os 2 árbitros então nomeados deverão designar de comum acordo um 3º árbitro, que será o presidente do tribunal. Este último não será da nacionalidade de uma das Partes do conflito, nem deverá residir no território de uma destas Partes, não ser empregado de nenhuma delas, nem ter já lidado com o caso em qualquer outra circunstância.

Artigo 4º

1. No presente caso do Presidente do Tribunal Arbitral não ter sido designado dentro de 2 meses após a nomeação do segundo árbitro, o Secretário-Geral das Nações Unidas deverá a pedido de qualquer Parte, designá-lo num período não superior a 2 meses.

2. Se uma das Partes em conflito não nomear um árbitro dentro de 2 meses após a recepção do pedido, a outra Parte pode informar o Secretária-Geral das Nações Unidas, que então nomeará o Presidente do Tribunal Arbitral dentro de um prazo de 2 meses. Após este período, informará o Secretário-Geral das Nações Unidas, que fará a nomeação dentro de um prazo de 2 meses.

Artigo 5º

1. O Tribunal Arbitral transmitirá a sua decisão de acordo com o direito internacional e de acordo com as cláusulas desta Convenção.

2. Qualquer Tribunal Arbitral constituído de acordo com as cláusulas deste Anexo deverá estabelecer as suas próprias regras de procedimento.

Artigo 6º

1. As decisões do Tribunal Arbitral, tanto nos procedimentos como na substância, serão tomadas por maioria de votos dos seus membros.

2. O tribunal pode tomar todas as medidas necessárias para verificar os factos. Pode, a pedido de uma das Partes recomendar medidas internas de protecção essenciais.

3. As Partes em conflito fornecerão todas as facilidades necessárias para o cumprimento efectivo dos procedimentos.

4. A ausência ou negligência de uma Parte em conflito não constituirá impedimento ao procedimento.

Artigo 7º

O Tribunal pode ouvir e determinar alegações resultantes directamente do objecto do conflito.

Artigo 8º

A menos que o Tribunal Arbitral determine de outra forma, devido a uma circunstância particular, as despesas do Tribunal incluindo a renumeração dos seus membros serão distribuídas em partes iguais pelas Partes em conflito. O Tribunal fará um registo de todas as despesas e entregará então um balanço final às Partes.

Artigo 9º

Qualquer Parte que tenha algum comentário de natureza legal no decurso do conflito que possa ser afectado pela decisão no caso, pode intervir nos procedimentos com o consentimento do Tribunal.

Artigo 10º

1. O Tribunal dará a sentença dentro de 5 meses a partir da data em que é estabelecido, a menos que ache necessário prolongar a data limite por um período que não deverá exceder 5 meses.

2. A sentença do Tribunal Arbitral será acompanhada de uma declaração justificativa. Será definitivo e vinculativo para as Partes em conflito.

3. Qualquer disputa que possa surgir entre as Partes no que diz respeito a interpretação ou execução da sentença, pode ser apresentada, por qualquer das Partes ao Tribunal Arbitral que produzia a sentença ou, se a este não se puder aceder, por outro Tribunal constituído para este efeito nos mesmos moldes do primeiro.

—o§o—

MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO ECONÓMICA

MINISTÉRIO DAS PESCAS, AGRICULTURA E ANIMAÇÃO RURAL

Despacho conjunto

Convindo alargar o período de liquidação da Empresa Caboverdiana de Pesca – PESCAVE, E.P. de forma a assegurar, à comissão liquidatária, a conclusão das operações desse processo;

Visto o artigo 25º do Decreto-Lei nº 12/93, de 8 de Março;

Fica prorrogado o prazo de liquidação da Empresa Caboverdiana de Pesca – PESCAVE, E.P. por um período de seis meses a partir de 10 de Setembro de 1994.

Gabinete do Ministro da Coordenação Económica e Gabinete da Ministra das Pescas, Agricultura e Animação Rural, 4 de Setembro de 1994. — O Ministro, *José Tomas Veiga*. — A Ministra, *Maria Helena Semedo*